

## Un article lepoint.fr du 30 septembre 2013

### Israël : la France sacrifie une diplomate. (01.10)

#### **Marion Fesneau-Castaing devra quitter son poste à Jérusalem pour avoir frappé un soldat israélien, après avoir été malmenée lors d'une opération humanitaire.**

Entre le respect du droit international et la préservation de ses bonnes relations avec Israël, la France a tranché. Et c'est à une diplomate française d'en faire les frais. Le 20 septembre dernier, Marion Fesneau-Castaing est tirée de force d'un camion et plaquée au sol par des soldats de Tsahal. La Française, attachée humanitaire du consulat général de Jérusalem, fait partie d'un groupe de diplomates européens accompagnant un convoi humanitaire dans la vallée du Jourdain, à l'est de la Cisjordanie.

Par leur présence, ils comptent protéger une équipe de militants d'ONG et de Palestiniens locaux, venus distribuer des vivres et des tentes à des Bédouins de Makhoul, sans domicile après avoir vu leurs habitations détruites sur décision de la Cour suprême israélienne. Comme 90 % de la vallée du Jourdain, le village de Makhoul se trouve en zone C, sous contrôle total de l'armée israélienne. Ce territoire, qui représente 62 % des Territoires palestiniens, demeure sous l'autorité exclusive d'une administration civile israélienne depuis les accords d'Oslo II (1995, NDLR), dans l'attente de son transfert à un hypothétique État palestinien.

#### Destructions

En tant que puissance "*occupante*", l'État hébreu est censé, en vertu du droit international humanitaire, assurer les besoins fondamentaux des "*occupés*", c'est-à-dire des 150 000 civils palestiniens. Israël, qui s'est approprié 70 % de l'espace pour ses besoins militaires, favorise dans les 30 % de territoire restant le développement des colonies juives. 300 000 colons y vivent aujourd'hui au mépris du droit international. Quant aux Palestiniens, ils se voient refuser 90 % de leurs demandes de permis de construire dans la zone. Refusant d'être expulsés, les locaux ont recours aux constructions illégales.

Financées en partie par l'Union européenne, ces installations de fortunes comprennent, outre les habitations, des citernes à eau, des systèmes électriques ou des panneaux solaires. Mais ces projets n'obtenant pas non plus de permis israéliens, ils sont de fait frappés par des ordres de démolition. Depuis début 2013, Israël a détruit 524 structures appartenant à des Palestiniens en Cisjordanie ou à Jérusalem-Est, provoquant le déplacement de 862 personnes, selon les statistiques du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha) de l'ONU. Les 120 Palestiniens de Makhoul en font partie. Le 16 septembre dernier, l'armée israélienne a démolie une cinquantaine de structures, dont une dizaine d'habitations leur appartenant, avant de décréter le site "*zone militaire fermée*". Le convoi humanitaire comptait ainsi leur apporter l'aide nécessaire afin qu'ils puissent rester sur place.

#### Droit international

Mais la protection diplomatique n'a pas suffi. Le véhicule est bloqué de force par les militaires israéliens qui confisquent les tentes. Les diplomates s'interposent. "*Ils m'ont éjectée du camion et forcée à rester au sol, sans considération pour mon immunité diplomatique*", s'est insurgée auprès de l'agence Reuters Marion Fesneau-Castaing. "*Voilà comment le droit international est respecté ici*", a ajouté la diplomate, décrite comme une personne "de caractère". "*C'est choquant et révoltant*", a renchéri un autre diplomate européen qui a requis l'anonymat. "*Nous allons en référer à nos gouvernements respectifs*." Très vite, la photo de la diplomate à terre fait le tour du Web.

## Un article AFP du 1er octobre 2013

### Faim et pauvreté dans le monde. Juste une statistique. (02.10)

(Le titre de l'AFP : *La faim dans le monde recule de pair avec la pauvreté*)

La lutte contre la faim a marqué des progrès spectaculaires depuis 20 ans accompagnant le recul de la pauvreté, mais une personne sur huit reste aujourd'hui sous-alimentée dans le monde, essentiellement en Afrique et Asie du Sud, selon la FAO.

Au total sur deux décennies, entre 1990-92 et 2011-2013, le nombre d'affamés est passé de 24% à 14% de la population mondiale, selon le rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI 2013), présenté mardi par l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à son siège romain.

Pour la FAO, les Objectifs du Millénaire adoptés en 2000, qui visent à réduire de moitié la faim dans les pays en développement d'ici 2015, peuvent encore être atteints et sont déjà en passe de l'être en Asie.

Néanmoins, 842 millions de personnes ont encore souffert de faim chronique au cours de la période 2011-2013, contre 868 millions en 2010-2012 (soit une réduction de 3%).

Selon les agences de l'Onu, qui mettent en rapport leur chiffre avec la population mondiale, 12% d'entre elle ne mangent pas à leur faim, contre 17% en 1990-1992.

L'Afrique reste le continent le plus affecté avec plus de 21% de la population qui a faim, en particulier en Afrique sub-saharienne "*qui accuse le niveau de sous-alimentation le plus élevé*" de la planète et compte 223 millions de personnes affamées de façon chronique.

La grande majorité des personnes qui souffrent de la faim, soit 827 millions d'entre elles, vivent dans des pays en voie de développement, notamment Asie du Sud, où elles sont le plus nombreuses, et en Afrique, dont un habitant sur cinq ne mange pas à sa faim.

Au total, près de 60% des personnes sous-alimentées se trouvent toujours en Asie du Sud (295 millions) et en Afrique sub-saharienne, mais même dans cette région, la part de la population sous-alimentée a fortement diminué sur les deux dernières décennies, passant de près d'un tiers à moins d'un quart de la population totale.

Simultanément, la plupart des pays asiatiques "*ont enregistré une réduction importante à la fois du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées*", notamment en Asie du Sud-Est où la prévalence de la sous-alimentation a baissé en vingt ans de 31 à 10,7%.

L'amélioration de l'accès à la nourriture va de pair avec le recul de la pauvreté (moins d'1,25 dollar par jour), passée statistiquement entre 1990 et 2008 de 47% à 24 % dans l'ensemble des régions en développement, explique la FAO.

Mais plus les pays sont dépendants des importations de denrées de base, telles les céréales, plus "*l'accès économique aux aliments est en dents de scie*" résume-t-elle. Même si, c'est une surprise, la flambée des cours des céréales sur le marché mondial en 2010-2012 a finalement eu moins d'impact que redouté sur les prix à la consommation.

Ceci s'explique par une combinaison d'autres facteurs qui déterminent les prix, selon la FAO, notamment les coûts de transport (particulièrement bas en 2012 pour le fret maritime mondial), de transformation et les éventuelles subventions aux prix publics.

La FAO relève quand même l'exception notable de l'Afrique de l'Est et de "*certaines pays importateurs à faibles revenus*", où les consommateurs ont été exposés frontalement aux yoyos du marché international. "*Notamment les consommateurs les plus pauvres qui consacrent plus de 75% de leurs dépenses à la nourriture*".

"*Sur les 20 dernières années*", considère le FAO, "*la disponibilité en nourriture a crû plus vite que la population des pays en développement*".

D'où la baisse du nombre des mal nourris mais aussi l'amélioration du régime alimentaire moyen, indique l'agence de l'ONU qui souligne "*la baisse de la part des céréales, des racines et des tubercules*" au profit des fruits, des légumes, des produits d'origine animale et des oléagineux, "*qui ont respectivement augmenté de 90%, 70 et 32%*" insiste-t-elle.

"*Seules l'Afrique et l'Asie du Sud n'ont pas bénéficié pleinement de cette évolution*", leurs régimes respectifs restant dépendants des céréales et tubéreux.

La FAO rapproche encore la bataille de la faim de celle de l'eau: alors que des progrès significatifs ont été faits dans l'accès à l'eau depuis 20 ans estime-t-elle, avec 12% de la population mondiale "*privée d'accès adéquat à l'eau potable*" en 2010 contre 24% en 1990, seuls 61% des habitants d'Afrique sub-saharienne "*ont accès à une fourniture en eau améliorée, contre 90% en Afrique du Nord, en Amérique Latine et dans la plupart des pays d'Asie*".

## Un article AFP du 1er octobre 2013

### La croissance ne profite toujours pas aux Africains pauvres. (02.10)

La croissance économique spectaculaire de l'Afrique laisse toujours de côté près la moitié des habitants du continent, qui continuent à vivre dans l'extrême pauvreté, selon un sondage conduit dans 34 pays et publié mardi à Johannesburg.

L'économie africaine devrait croître en moyenne de près de 5% cette année, mais "*satisfaire les besoins de base quotidiens reste un défi majeur pour la majorité des Africains*", a commenté Afrobaromètre, dont des agents locaux ont interrogé plus de 51.000 personnes entre octobre 2011 et juin 2013. Les résultats de ce vaste sondage confirment des études publiées ces derniers mois, notamment par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), selon lesquelles les impressionnants taux de croissance enregistrés dans de nombreux pays africains depuis quelques années n'ont pas permis de faire reculer la pauvreté de façon significative.

Et l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a encore rappelé mardi que la faim recule de pair avec la pauvreté dans le monde, notant que 21% de la population du continent a faim, l'Afrique subsaharienne accusant "*le niveau de sous-alimentation le plus élevé*" de la planète avec 223 millions de personnes affamées de façon chronique.

Afrobaromètre constate que de nombreux Africains manquent toujours d'eau et de nourriture, n'ont pas un accès suffisant aux soins et sont souvent à court d'argent: la moitié des personnes interrogées ont dit qu'elles manquaient de temps en temps de vivres, d'eau potable ou de médicaments.

Une personne interrogée sur cinq dit être confrontée à des pénuries fréquentes. L'Afrique de l'Ouest et de l'Est sont les plus touchées, tandis que les Nord-Africains en ont signalé le moins.

Les plus hauts niveaux de pauvreté ont été mesurés au Burundi, en Guinée, au Niger, au Sénégal et au Togo, tandis que l'Algérie et Maurice sont les moins affectés.

"*Soit la croissance économique n'est pas retombée sur les citoyens ordinaires pour se traduire par une réduction de la pauvreté ... (soit) il y a lieu de se demander si les taux de croissance rapportés sont effectivement réalisés*", 53% des Africains estiment que la situation économique de leur pays est mauvaise, s'interroge Afrobaromètre.

Et la tendance est à la stabilité, selon l'enquête: 32% des personnes interrogées disent que leurs conditions de vie se sont améliorées dans les douze mois précédents contre 33% qui ont vu une détérioration, les 34% restants n'ayant constaté aucun changement.

Les gens les plus pauvres habitent dans les zones où les gouvernements n'ont pas construit d'infrastructures de base: "*Les données montrent des corrélations significatives entre l'accès aux réseaux électriques, de canalisations d'eau et d'autres services de base et les plus forts niveaux de pauvreté vécue*", constate Afrobaromètre, qui ajoute que le faible niveau d'instruction a également une grande influence sur la pauvreté.

"*La pauvreté a baissé très, très légèrement*", constate quand même Robert Mattes, l'un des responsables d'Afrobaromètre qui dirige le centre de recherche sur la démocratie en Afrique à l'Université du Cap (UCT).

Il constate notamment des améliorations au Cap Vert, au Ghana, au Malawi et en Zambie.

La situation s'est aussi nettement améliorée au Zimbabwe, ce qu'Afrobaromètre a attribué au "*dividende de la paix*" apportée par la formation d'un gouvernement d'union nationale entre 2009 et 2013, après une décennie de troubles politiques et de difficultés économiques.

A contrario, la pauvreté a progressé en Afrique du Sud, au Botswana, au Mali, au Sénégal et en Tanzanie.

Les chercheurs d'Afrobaromètre exhortent en conséquence les gouvernements du continent à porter leurs efforts sur la réduction de la pauvreté plutôt que de se focaliser simplement sur la croissance de leurs économies.

*"Les investissements dans l'éducation et les infrastructures peuvent être l'un des moyens les plus efficaces pour que les gains économiques atteignent les citoyens les plus pauvres du continent"*, écrivent-ils dans leur rapport.

## Un article Reuters et AFP du 3 octobre 2013

### François Hollande fait l'éloge de la Ve République. (04.10)

François Hollande a fait jeudi l'éloge de la Constitution de la Ve République, réaffirmant le pouvoir de stabilité, d'adaptation et de rassemblement de ce texte fondateur né il y a 55 ans sous les critiques de François Mitterrand, le mentor du président.

Devant plus de 200 ministres, ex-ministres et chefs de gouvernement réunis sous les ors du Conseil constitutionnel, le chef de l'Etat a salué la "plasticité" d'un texte qui a été "capable d'évoluer" et qui "a été révisé 25 fois depuis 1958". "La Constitution est le socle des valeurs fondamentales d'hier, d'aujourd'hui et de demain", a-t-il encore estimé.

(Traduisons : La Constitution inscrit dans le marbre les rapports entre les classes qui sont favorables la classe dominante des exploités. La Constitution fournit le cadre institutionnel qui sert de garant au respect de la propriété privée des moyens de production. C'est elle et elle seulement qui fournit une légitimité juridique au capitalisme que rien ni personne ne peut justifier autrement, pour cette raison elle doit être abrogée. - ndlr)

Rédigé sous l'impulsion de Charles de Gaulle au lendemain de la Guerre d'Algérie, c'est un texte grâce auquel "la constance l'a emporté sur la circonstance", qui "a duré au-delà du contexte", surmontant crises et autres cohabitations.

(Ainsi, elle est foncièrement antidémocratique, car quelle que soit l'évolution des rapports entre les classes dans le pays, elle demeure en place, elle ne peut qu'incarner les intérêts de la classe des exploités. Pour qu'il en soit autrement, il faut l'abolir. ndlr).

Il a été "servi par ceux-là qui l'avaient le plus contesté", a encore souligné François Hollande, en référence à François Mitterrand qui l'avait qualifié de "coup d'Etat permanent" en raison du pouvoir énorme qu'il accorde au président.

(La Constitution est Bonapartiste puisqu'elle accorde au chef de l'Etat des pouvoirs exceptionnels sans que personne ne puisse contester ses décisions, même celle d'entrer en guerre contre un autre pays. C'est ainsi que bien des dictateurs nous envient cette Constitution, c'est la plus despotique sur le continent européen. - ndlr)

Devant des élus de tous bords politiques, le président a solennellement rappelé que la Constitution n'est jamais aussi précieuse qu'au moment où "la France a besoin de se rassembler".

"Encore aujourd'hui, la France a besoin de se rassembler sur l'essentiel. Elle se divise sur suffisamment de sujets pour revenir à l'essentiel. Et l'essentiel, en ces moments, ce sont nos valeurs, ce sont nos principes, ce sont nos institutions, en un mot c'est la République", a conclu le président.

(Que Hollande et le PS partagent les mêmes valeurs et principes que l'UMP est naturel. Il est bien de droite. - ndlr)

Il a souligné au passage qu'il n'avait "jamais été favorable à une VIe République", ardemment défendue notamment par son ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg. "Je n'ai jamais pensé qu'il serait possible d'en terminer avec l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel. Les Français y sont légitimement attachés", a-t-il fait valoir.

(Parole de chef de guerre. Il a raison, la population est toujours aussi arriérée sur le plan politique. - ndlr)

François Hollande s'est posé en garant d'une Constitution sur laquelle s'est fondée l'élection et l'action de sept présidents de la République, 19 Premiers ministres et 579 ministres depuis 1958.

"En réunissant des ministres et anciens ministres qui ont servi sous la Ve République vous avez voulu démontrer une seule chose, c'est qu'au-delà de la diversité des personnalités, nos institutions ont permis aux

*principales formations politiques républicaines de servir chacune à leur tour notre pays*", a déclaré le chef de l'Etat.

(La réaction en famille au grand complet, quoi. - ndlr)

M. Hollande a rendu hommage au président du Conseil constitutionnel, Jean-Louis Debré, pour avoir pris "*l'initiative exceptionnelle*" d'une telle célébration.

S'exprimant avant lui, l'actuel président du Conseil constitutionnel, l'UMP Jean-Louis Debré, avait invité le chef de l'Etat à "*veiller sur notre Constitution*" en résistant "*au réflexe bien français de vouloir toujours (la) modifier*".

Aucun des anciens chefs d'Etat vivants, membres de droit du Conseil constitutionnel -Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et Valéry Giscard d'Estaing- n'était présent jeudi, à la différence de nombres de figures politiques.

Dans un rassemblement aussi rare qu'insolite, on vit le ministre de l'Economie Pierre Moscovici s'entretenir avec l'ancien Premier ministre Edouard Balladur ou le président de l'UMP Jean-François Copé arriver en même temps que le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls.

## Un article Lexpansion.com du 3 octobre 2013

### Et si Karl Marx revenait? (04.10)

Par Raphaël Didier, économiste, auteur du "Dictionnaire révolté d'économie" (Bréal)

Si Karl Marx, mort un an avant que la loi Waldeck-Rousseau de 1884 n'autorise à nouveau les syndicats ouvriers, revenait parmi nous, il serait surpris de voir que le capitalisme existe toujours, lui qui pensait que ses contradictions conduiraient à terme à sa disparition. Mais il serait surtout ravi d'apprendre que les théories qu'il a développées - notamment dans son oeuvre majeure, Le Capital - n'ont pas perdu de leur pertinence pour expliquer les crises du mode de production capitaliste, caractérisé essentiellement par la propriété privée des moyens de production.

En effet, la force de travail que les salariés mettent à la disposition des employeurs continue d'être exploitée, à ceci près qu'elle ne débouche plus sur une lutte des classes mais sur une lutte des places. Désormais, l'armée de réserve constituée des 26,5 millions de chômeurs en Europe, dont plus de 3 millions en France, exerce une pression à la baisse sur les salaires et conduit à une concurrence accrue entre les salariés pour obtenir les rares emplois disponibles.

D'où une dégradation des conditions de travail et le développement de la précarité : en 2010, par exemple, on compte entre 1 et 2 millions de travailleurs pauvres en France, selon les définitions, en raison certes de la faiblesse des salaires, mais aussi du fractionnement de l'emploi et de la multiplication des contrats précaires. Au reste, le recours massif à l'intérim, présenté comme indispensable à la survie des entreprises, rappellerait à Marx le temps des ouvriers journaliers... L'aliénation des travailleurs est donc toujours d'actualité !

La force de travail des salariés continue d'être exploitée. Elle ne débouche plus sur une lutte des classes mais sur une lutte des places.

La paupérisation des salariés aurait dû conduire à une baisse tendancielle du taux de profit des entreprises, selon l'économiste. Or les profits, mesurés à l'aune du retour sur fonds propres (ROE, return on equity), ont atteint des niveaux extravagants avant la crise de 2007, le seuil de 15 % étant souvent considéré comme la norme minimale. Cela traduit le pouvoir acquis par les investisseurs depuis le début des années 1980, au détriment des salariés mais aussi des entreprises : comment pourraient-elles dégager de telles rentabilités sur le long terme lorsque l'économie du pays ne croît que faiblement ?

Arrivés au bout de cette logique de prédation de l'entreprise, et ne pouvant guère compter sur un hypothétique progrès technique, les investisseurs exigent dorénavant un approfondissement de la division internationale du travail, dont Marx avait compris qu'elle accroîtrait l'exploitation des travailleurs (des pays périphériques) tout en favorisant les gains de productivité. Il suffit pour s'en convaincre de voir les conditions effroyables dans lesquelles sont fabriqués en Chine ou au Bangladesh des produits de grandes marques qui seront ensuite vendus très cher dans les pays riches.

Finalement, le capitalisme n'est pas mort, mais il vole de crise en crise. Si au temps de Marx les faillites et la baisse des salaires créaient les conditions d'une reprise jusqu'à la prochaine crise, essentiellement de surproduction, force est de constater que les crises actuelles deviennent de plus en plus fréquentes et de grande ampleur, sans solution simple pour en sortir. Après l'explosion de la bulle Internet du début des années 2000, la crise des subprimes, en 2007, a démontré que le système capitaliste est devenu à ce point instable qu'un problème lié à un petit compartiment financier aux Etats-Unis peut désormais se transformer en crise mondiale.



## Un article AFP du 7 octobre 2013

### L'internet des objets pèsera 1.900 milliards de dollars d'ici 2020. (08.10)

Les objets connectés ("*internet des objets*") devraient ajouter quelque 1.900 milliards de dollars de valeur à l'économie mondiale à l'horizon 2020, selon des estimations du cabinet américain de recherche Gartner publiées lundi.

A cette date, jusqu'à 30 milliards d'appareils et d'objets seront connectés à internet avec leur propre adresse IP, quand ils n'étaient que 2,5 milliards en 2009, souligne le cabinet.

A l'époque, il s'agissait essentiellement de téléphones portables et de PC, précise Gartner.

Des fabricants commencent toutefois à présenter désormais des montres, des lunettes, ou de l'électroménager intelligents, et selon le cabinet, la gamme d'objets concernés va aller en s'élargissant.

"*La puissance informatique sera bon marché et cachée. Nous ne saurons pas qu'elle sera là; elle sera dans nos bijoux et dans nos vêtements*", prédit Peter Sondergaard, un analyste de Gartner cité dans le communiqué.

"*Nous mettrons davantage d'ordinateurs dans le panier à linge en une semaine que ce que nous en avons utilisé durant toute notre vie jusqu'ici*", ajoute-t-il.

Gartner voit des bénéfices potentiels pour un grand nombre de secteurs, comme la santé, le commerce ou les transports.

## Un article Rue89 du 7 octobre 2013

### Eyal Sivan, cinéaste israélien : « *La France est gagnée par le sionisme* ». (08.10)

L'entretien a été conduit dans le cadre de l'émission "*Le Mur a des oreilles*".

« *Etat commun, Conversation potentielle* », sort le 9 octobre en France. Son auteur, Eyal Sivan, documentariste israélien, est une voix dérangeante qui mérite d'être entendue, en particulier sur ce qu'il dit de la France.

Sivan a coréalisé avec Rony Brauman « *Un spécialiste, portrait d'un criminel moderne* », film sur Adolf Eichmann sorti en 1999. Il s'est intéressé au Rwanda avec « *Itsembatsemba, Rwanda un génocide plus tard* », à l'Allemagne de l'Est (« *Pour l'amour du peuple* »). Mais il devient connu en France lorsqu'il coréalise avec Michel Khleifi « *Route 181, fragments d'un voyage en Palestine-Israël* », qui lui vaut d'être accusé d'« *antisémitisme juif* » par Alain Finkielkraut. (C'est la définition du sioniste qu'est Finkielkraut... - ndlr)

L'entretien que nous publions a été réalisé par Frank Barat, militant pro-palestinien, et conduit pour l'émission « *Le Mur a des oreilles* ». Frank Barat est auteur, avec Noam Chomsky, Ilan Pappé et Stéphane Hessel, de « *Palestine l'Etat de siège* » (Ed. Galaade, 2013). Rue89

### Frank Barat. Pourquoi ce titre ? Pourquoi « *commun* » et pas « *Etat unique* » ?

Eyal Sivan. On parle d'une solution à deux Etats, d'une solution à un Etat, d'une solution binationale. On a essayé de poser un principe : parlons d'un Etat qui sera commun. Sa forme étatique est à revoir : Etat binationaliste, Etat démocratique, Etat laïque, Etat unique... nous verrons.

D'abord, essayons de réfléchir à cette notion de « *commun* », qui est liée à l'opposition, très intéressante en français, entre deux mots qu'on confond qui sont « *partition* » et « *partage* ».

Aujourd'hui, la majorité des solutions, ou la solution consensuelle, c'est une solution de partition. Le mot commun nous appelle à réfléchir à un partage qui est le contraire d'une partition. Le partage c'est la façon dont on partage un repas, un espace, le commun insinue une égalité.

Donc, l'Etat commun n'est pas là pour poser une solution mais pour poser un cadre. Les communs, qui sont aussi issus de communautés, nous rappellent, pour ceux aussi que ça n'effraie pas, le communisme – non pas au sens étatique mais le communisme comme un moyen vers une égalité des communs. Le commun nous a paru beaucoup plus juste que le « *one State solution* », l'Etat unique.

### Pourquoi « *Conversation potentielle* » ?

Parce que le film met en scène une conversation qui n'est pas une vraie conversation. Ce sont des interviews individuelles que j'ai effectuées à la fois avec des Palestiniens et des Israéliens autour de mêmes thèmes, et le montage a créé une conversation entre eux.

### Avez-vous eu l'occasion de montrer ce film en Israël-Palestine ?

Non, pas vraiment. Le film a été montré lors d'une première projection en Israël, où les participants du film étaient invités. Il a été montré dans les territoires occupés une fois, mais je me suis heurté très vite à l'impossibilité de distribuer ce film en Israël, puisque il prend complètement à l'envers la proposition qui est aujourd'hui sur la table : le mode consensuel de réflexion. Il pose les problèmes autrement et considère comme un problème ce que certains voient comme une solution : l'idée même de partition.

### Comment se passent en France les débats organisés autour du film et du livre « *Un Etat commun entre le Jourdain et la mer* » (Ed. La Fabrique, 2013), cosigné avec Eric Hazan ?

La surprise, d'abord, la surprise de beaucoup de gens, comme à Oslo récemment par exemple, où je participais à la conférence « *20 ans d'Oslo* ». La grande surprise pour les spectateurs est la différence totale

de mode d'expression entre les Israéliens et les Palestiniens. C'est-à-dire arriver à raisonner autrement, pas dans la plainte, dans la victimisation, ni dans l'accusation mais dans un effort commun de réflexion. C'est l'intelligence du film.

Un élément qui a beaucoup surpris est le fait de considérer que la question d'un Etat unique n'est pas hypothétique, c'est la réalité. Il y a déjà un Etat unique, non démocratique, un Etat d'apartheid, un Etat unique de ségrégation. La vraie question à se poser n'est pas comment transformer l'Etat unique en deux Etats. La question est comment rendre cet Etat unique injuste un Etat égalitaire.

**Vous habitez en France où votre position d'Israélien antisioniste vous a occasionné plus de problèmes qu'en Israël. Est-ce que la situation, depuis l'affaire Finkelkraut (qui vous avait traité « d'antisémite juif ») s'est calmée ?**

Non, ça ne s'est pas calmé. Le combat a été gagné par les portes-voix du sionisme en France car ils ont réussi à imposer une auto-censure. Pas une censure sur les autres. Aujourd'hui des journalistes et intellectuels français ont peur de prendre position sur la question israélo-palestinienne à cause des campagnes de terreur intellectuelle qui ont été menées pendant des années.

Moi, sur le plan personnel, je suis revenu en France après un exil en Angleterre, j'ai fait un peu comme la résistance française. Je suis revenu pour des raisons familiales mais je n'ai plus aucune activité professionnelle en France. C'est peut-être le seul pays européen dans lequel je n'enseigne pas.

J'enseigne partout en Europe, je suis invité partout, sauf en France. Je n'ai plus aucune existence publique en France et, d'une certaine manière, la sortie du film en France est un certain retour. Je ne sais pas ce qui va se passer mais je pense qu'ils ont compris, les représentants du sionisme en France – qui, il faut insister là-dessus, sont bien plus nombreux que la toute petite communauté juive de France – qu'il ne faut pas réagir comme ils ont fait dans les années 2000 où ils attaquaient tout le monde en permanence.

Maintenant c'est l'ignorance qui domine. Je vois, à une semaine de la sortie du film en salle, aucune demande d'interview en France, très peu de journalistes aux projections de presse. Je pense que la France est un pays gagné par le sionisme, non pas pour des raisons israélo-palestiniennes, mais pour des raisons franco-françaises, qui sont le gros problème qu'a la France avec son propre passé colonial.

**A quel moment cette conversation entre Israéliens et Palestiniens devient de la normalisation, contraire au mouvement BDS (Boycott, désinvestissement, sanction) et à quel moment peut-elle participer à un futur commun ?**

La question de la normalisation et la question de BDS ne m'effraient pas. Je suis un adepte farouche du mouvement. Je crois que notre mode d'action aujourd'hui doit être à travers la perspective BDS.

D'abord, parce que les Palestiniens nous ont appelés à ce mode de solidarité. Et puis, parce que c'est un mouvement mené par la voix palestinienne. Il est temps que nous, Israéliens qui nous voyons comme progressistes, suivions et acceptions un mouvement dirigé par des Palestiniens. C'est déjà un bon exercice.

Pour ce qui est de la normalisation : la normalisation est le moment où on instaure une égalité dans une situation où il n'y en a pas. Elle est aussi la tentative de mettre sur un pied d'égalité une voix Palestinienne et une voix Israélienne.

Ça n'est pas le cas du film. La conversation potentielle est ici une conversation autour d'un accord qui existe déjà entre les différents participants, qui est la réflexion commune sur un futur commun. Ce n'est pas un débat entre des idées opposées. Bien sûr, il y a des oppositions à l'intérieur du film, mais les oppositions ne sont pas des oppositions Israéliennes-Palestiniennes.

Parfois, c'est une opposition entre Palestiniens. Il n'y a pas de normalisation, au contraire il y a une tentative de dénormaliser quelque chose. C'est créer un mode, un combat, une lutte. Il ne faut pas avoir peur du mot lutte, une lutte commune, comme une lutte commune pour l'émancipation palestinienne, une lutte commune sur le BDS.

La lutte commune contre la colonisation n'est jamais une normalisation parce que c'est une lutte pour créer les conditions d'égalité. C'est pour ça que je suis parmi ceux qui considèrent que la fin de l'occupation, une lutte qu'il faut mener, n'est pas du tout la fin du conflit. C'est la condition pour pouvoir commencer à parler d'une fin du conflit.

## Un article Reuters du 7 octobre 2013

### La Grande-Bretagne se dote de son "FBI" appelé NCA (08.10)

Une nouvelle Agence nationale contre le crime (National Crime Agency, NCA) a officiellement vu le jour lundi en Grande-Bretagne, présentée comme un "FBI" local et une force d'élite chargée d'appliquer une nouvelle stratégie contre les réseaux criminels.

La NCA succède à la SOCA (Serious Organised Crime Agency), créée en 2006, dont les résultats ont été largement critiqués et que le gouvernement du Premier ministre, David Cameron, peu après son arrivée au pouvoir en 2010, avait promis de remplacer.

La nouvelle force sera principalement vouée à la lutte contre le crime organisé, les délits économiques, la cybercriminalité et la pédophilie.

Son directeur général, Keith Bristow, s'est engagé à ouvrir une nouvelle phase dans les relations entre la police et le secteur privé, notamment avec les banques et les groupes industriels, afin de mieux lutter contre les "criminels en col blanc".

Le nouvel organisme se dotera ainsi de "specials", des collaborateurs volontaires, pour traquer les criminels notamment dans le domaine financier. "Il nous faut des gens qui comprennent bien le système bancaire", a précisé Bristow, selon qui les candidats à ces postes de "specials" sont très nombreux.

"Je pense que jusqu'ici nous n'avons pas prêté suffisamment attention au crime organisé", a déclaré à la presse la ministre de l'Intérieur, Theresa May. "Le crime organisé change, il se diversifie, il devient international, il s'étend sur internet. Comme le crime change, nous devons aussi adapter notre réponse."

Pour la ministre, ce crime organisé représente "une menace pour la sécurité nationale".

Le Parti travailliste d'opposition ne voit dans la création de la NCA qu'une opération cosmétique pour tenter de masquer les coupes budgétaires.

La NCA, qui dispose de plus de 4.000 agents, estime qu'en Grande-Bretagne opèrent 37.000 criminels - dont 22% d'étrangers - au sein d'environ 5.500 réseaux.

## Un article AFP du 7 octobre 2013

### La Chine vole la vedette au sommet de l'Asie-Pacifique. (08.10)

La Chine a volé la vedette à l'ouverture du sommet de l'Asie-Pacifique, lundi sur l'île indonésienne de Bali, profitant de l'absence remarquée du président américain Barack Obama, retenu par la crise budgétaire américaine.

Le numéro un américain a été contraint d'annuler sa participation à cet important rendez-vous des 21 dirigeants du forum de Coopération économique de l'Asie-Pacifique (Apec), une instance qui représente plus de la moitié de la richesse mondiale.

La chaise vide laissée par M. Obama a laissé le champ libre au président chinois Xi Jinping, qui a commencé une importante tournée de l'Asie du Sud-Est, aux allures d'offensive de charme, au moment même où M. Obama annulait son déplacement dans la région.

Dans un discours très attendu, le numéro un chinois a une nouvelle fois tendu la main à ses voisins.

*"La Chine ne peut pas se développer de manière isolée de l'Asie-Pacifique et l'Asie-Pacifique ne peut pas prospérer sans la Chine"*, a déclaré M. Xi.

*"La Chine va maintenir avec fermeté la paix et la stabilité régionales... Nous les Chinois disons souvent qu'une famille harmonieuse prospère. En tant que membre de la famille de l'Asie-Pacifique, la Chine est prête à vivre en toute amitié avec les autres membres de la famille et à s'aider les uns les autres"*, a-t-il affirmé.

Le dirigeant a visiblement tenté d'apaiser les tensions induites par les prétentions maritimes de Pékin en mer de Chine, qui heurtent nombre de ses voisins.

Ceux-ci comptent à ce titre sur les Etats-Unis pour contrecarrer les ambitions chinoises.

L'absence de M. Obama, bloqué à Washington par une crise qui s'éternise depuis près d'une semaine, a ainsi suscité l'inquiétude parmi les alliés américains et des doutes sur la capacité du président à réaliser sa promesse de faire de l'Asie-Pacifique le *"pivot"* de sa politique étrangère.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry, contraint de remplacer au pied levé M. Obama, a juré que *"rien ne pourra saper l'engagement du président Obama envers un rééquilibrage vers l'Asie"*.

*"Personne ne peut remplacer les USA. Pas la Chine, pas le Japon, aucune autre puissance"*, a cependant souligné le Premier ministre singapourien Lee Hsien Loong.

Participer à l'Apec *"aurait été une occasion en or pour l'Amérique et le président Obama lui-même de montrer son leadership et de mettre l'accent sur l'Asie"*, a regretté le Premier ministre malaisien Najib Razak, chez qui M. Obama a également annulé une visite.

La non-participation du président compromet également les efforts de Washington de faire approuver avant la fin de l'année le TPP ou *"Partenariat trans-Pacifique"*, un accord de libre-échange qui réunirait 12 pays du bloc, dont les USA mais à l'exception notable de la Chine.

Le Premier ministre malaisien Najib Razak a ainsi reconnu que l'échéance de la fin de l'année, voulue par les Etats-Unis pour faire approuver l'accord, était très ambitieuse.

*"C'est un calendrier très serré"*, a-t-il souligné dimanche. *"Notre sentiment est que cela pourrait prendre plus longtemps"*, a-t-il lâché.

Le TPP, qui veut regrouper 40% du PIB mondial, doit réunir le Japon, l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam.

La crise à Washington ajoute de plus aux incertitudes entourant l'économie mondiale, déjà très fragile.

Selon le brouillon du communiqué final du sommet, qui s'achève mardi, les dirigeants devraient ainsi appeler à une *"série de réformes structurelles visant à accroître la productivité, la participation de la main-d'oeuvre et la création d'emplois qualifiés"*.

La perspective d'un défaut de paiement si aucun accord n'est trouvé sur le relèvement du plafond de la dette américaine d'ici au 17 octobre ajoute encore à l'incertitude.

Cela *"toucherait l'ensemble de la planète et pas seulement ces pays qui ont des liens géographiques et économiques étroits avec les Etats-unis"*, a averti le président mexicain Enrique Pena Nieto.

A l'inverse, l'économie chinoise se porte bien, a assuré le président Xi. Le ralentissement de la croissance chinoise, passée en quelques années d'un taux à deux chiffres à moins de 8%, se fait *"en douceur"* et sous contrôle, a-t-il assuré, rejetant les craintes d'un atterrissage brutal de la deuxième économie mondiale.

## Un article lefigaro.fr du 7 octobre 2013

### Washington, théâtre des liens incestueux entre l'argent et la politique. (08.10)

Selon Mark Leibovich, reporter au New York Time Magazine, « *l'industrie de la politique* » a accouché d'une « *ville de millionnaires modifiant la nature du fonctionnement du pouvoir* ».

Quand on prend River Road vers le nord, en montant de Washington vers le riche comté de Montgomery, dans le Maryland, on se retrouve très vite dans la banlieue ultra-huppée de Potomac. De véritables châteaux du XXI<sup>e</sup> siècle équipés de cinq ou six salles de bains et de cuisines semblables à des salles de bal s'y alignent sur des kilomètres.

Cette concentration de richesse extravagante est la manifestation physique de la bulle de richesse qu'est devenue Washington. Cette ville, longtemps considérée comme provinciale par comparaison avec New York, s'est transformée en quinze ans en havre de luxe. Sept des dix comtés les plus prospères des États-Unis sont situés dans la région. Mais le gisement de richesse qui fait couler l'argent à flots n'est ni le cinéma, ni le high-tech, ni Wall Street.

C'est « *l'industrie de la politique* » qui a accouché d'une « *ville de millionnaires modifiant la nature du fonctionnement du pouvoir* », avertit le journaliste Mark Leibovich, reporter politique au *New York Times Magazine*. Dans un livre qui fait grand bruit (1), ce reporter décrit « *un monde féodal* » où l'argent est roi, le blocage une source d'enrichissement et l'intérêt général englouti dans une quête carriériste effrénée.

#### Des « pots-de-vin différés »

Il y a toujours eu un lien voyant entre argent et politique en Amérique. À l'époque du président Grant, au XIX<sup>e</sup> siècle, les hommes d'affaires le rencontraient carrément en personne dans le lobby de l'hôtel Willard, pratique qui allait créer le concept de « lobbyistes ». Ces derniers -plus de 12.000 officiellement enregistrés aujourd'hui- sont devenus le symbole d'une ville dont le pouvoir de décision a crû de manière exponentielle au XXI<sup>e</sup> siècle, sous la double influence du 11 Septembre puis de la crise financière, explique Leibovich. Le secteur de la défense et de la sécurité a grossi démesurément depuis 2001. La croissance de l'État fédéral et de son pouvoir de réglementation pousse également Wall Street et l'ensemble des grosses corporations à payer des milliards pour faire voter les lois qui les arrangent.

Du coup, toute personne susceptible d'ouvrir des portes au Congrès ou à la Maison-Blanche se vend à prix d'or. Obsédés par leur réélection, les élus se plient aisément aux requêtes des intérêts privés, avant de récupérer leur part du « gâteau » en devenant lobbyistes. C'est le système des portes à double sens (revolving doors). Dans *This Town*, Leibovich dépeint avec humour -et quelque amertume- ces flopées d'élus qui arrivent à Washington avec des idées humanistes, puis deviennent les patrons de firmes de lobbying où ils empochent des millions.

Ainsi du représentant démocrate Billy Tauzin, qui rédigeait les lois sur la réglementation des médicaments. Il a été « remercié » de ses loyaux services en devenant lobbyiste en chef de l'industrie pharmaceutique, avec 11,5 millions de dollars à la clé. Une forme de « *pot-de-vin différé* », dénonce Leibovich.

#### Une « fête pendant la peste »

« *S'enrichir est devenu l'idéal bipartisan. Il n'y a plus ni démocrates ni républicains, juste des millionnaires* », s'agace-t-il. L'équipe d'Obama a été absorbée par le système, après avoir voulu le changer. On ne compte plus les anciens collaborateurs de son Administration qui se recasent sans états d'âme à Wall Street.

Mark Leibovich estime que les médias ont une place de choix dans « *le club* ». À l'heure d'Internet et de la télévision par câble, ils ont, dit-il, substitué au métier de reporter l'« *autopromotion* » pour assurer leur place dans la caste du pouvoir. Pour Mark Leibovich, la grand-messe « *people* » du dîner des correspondants de la Maison-Blanche, « *orgie d'autocélébration* » -qui coûte 10 millions de dollars chaque année- est l'ultime exemple de cette connivence. « *Les nouveaux médias ont accentué le côté myope, insulaire et autosuffisant d'une capitale déconnectée du pays* », estime-t-il.



Mark Leibovich voit dans «*cette fête pendant la peste* » une raison majeure du blocage politique actuel. «*Plus c'est paralysé, plus les lobbyistes empochent. Le courage et la modération ne sont pas valorisés dans un système carriériste.* » Ce qui ajoute au «*dégoût* » de Leibovich, c'est l'accueil fait à son livre. «*On en a parlé comme d'un événement théâtral, avant la prochaine « party ».* Pourtant, quand on le pose, on a envie de crier puis de faire la révolution », a noté Bill Moyers, de PBS.

(1) This Town, Blue Rider, 2013.

## Un article publié par le Réseau Voltaire du 6 octobre 2013

### Pourquoi les spéculateurs n'en ont rien à cirer du « congé temporaire » de l'État fédéral ? (08.10)

Pour l'heure, les États-Unis sont loin d'avoir trouvé un compromis budgétaire. La Maison-Blanche n'arrive toujours pas à trouver un accord avec la Chambre des Représentants qui continue à marchander la réforme de l'aide sociale. Les institutions restent toujours fermées, malgré le coût exorbitant du blocage, qui se chiffre en plusieurs centaines de millions de dollars par jour. Pourtant, Wall Street ne réagit pas.

par Elena Gladkova

Hier soir, la Chambre des Représentants n'a pu voter les lois permettant de débloquer le financement de plusieurs administrations fédérales. Ce sont les Républicains qui avaient fait cette proposition, en espérant calmer ainsi la pression publique. Les membres du Congrès prévoyaient de voter plusieurs lois distinctes pour financer diverses structures, telles que l'administration des Anciens combattants, celle des Parcs nationaux et d'autres lieux importants (musées, monuments comme la Statue de la Liberté). L'administration présidentielle n'a pas soutenu cette proposition et a déclaré que cette idée démontrait « l'absence totale de sérieux » de l'opposition dans son approche de financement de l'État fédéral, rapporte RIA-Novosti.

Pendant ce temps-là, les analystes font le décompte des pertes que le pays subit et continuera à subir si la situation dure. La compagnie internationale d'analyse du marché IHS Global Insight a déclaré que la fermeture partielle des administrations à partir du 1er octobre coûterait aux États-Unis 300 millions de dollars par jour ou 1.6 milliard de dollars par semaine, jours fériés y compris. Paul Edelstein, directeur des études financières et économiques de la compagnie, tient à calmer ses concitoyens : « *Même si 300 millions de dollars par jour semble être un gros chiffre, cela ne représente que quelques millièmes du PIB national* ». La compagnie a aussi remarqué que même si le shutdown ne durait qu'une semaine, il pourrait conduire à une réduction de la croissance du PIB du pays de 0,2 %, la portant à 2,2 %. Mais les analystes remarquent que la conséquence économique la plus importante de l'actuelle crise budgétaire n'est pas la baisse de la croissance, mais la perte de confiance des investisseurs et des acteurs économiques.

La Maison-Blanche n'est pour l'heure pas prête à prendre des mesures drastiques afin de régler la situation et espère que les Républicains prendront l'initiative de sortir de la situation de crise actuelle au lieu de proposer des emplâtres sur une jambe de bois afin de s'épargner la colère populaire. Et qu'ils abandonneront alors leurs exigences « *politiques* » au moment du vote du budget. L'attaché de presse de la Maison-Blanche, Jay Carney, a déclaré : « *Nous n'avons pas le contrôle ici sur ce que font les Républicains à la Chambre des Représentants. Ce n'est pas le travail du président que d'adopter le budget. Il ne peut pas envoyer la garde nationale au Congrès pour obliger le speaker (de la Chambre des Représentants, donc John Boehner) à voter la loi. Il espère que le speaker et les autres leaders républicains au sein de la Chambre des Représentants fassent leur devoir* ».

Il faut remarquer ici que la Chambre des Représentants, dominée par les Républicains, s'entête à intégrer dans le projet de loi budgétaire la réforme des aides de santé (une des grandes réalisations du président Barack Obama) en prévoyant d'en suspendre le financement pour un an. Évidemment, les collègues de parti du président, les Démocrates qui contrôlent le Sénat, ne soutiendront jamais une telle proposition. La loi doit être votée dans les deux Chambres.

Donc, on continue à tourner en rond.

Suite à cela, voici l'état des lieux aux États-Unis : depuis le 1er octobre, de nombreuses administrations fédérales ne travaillent plus, et près de 800 000 des 2,1 millions de fonctionnaires sont en congé sans solde. Par exemple, la Communauté du Renseignement, qui rassemble près de seize services secrets différents, dont la CIA et la NSA, a renvoyé à leurs foyers près de 70 % de ses collaborateurs, indique The Hill [1]. Le Département d'État et l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) réduisent aussi leur train de vie de façon radicale. Le porte-parole du directeur national du Renseignement, Shawn Turner, a déclaré que la situation allait compliquer la détection de menaces contre la sécurité du pays. D'après lui, le Renseignement ne pourra s'occuper que des nécessités majeures.

La cerise sur le gâteau a été la déclaration hier de la Première Dame sur l'impossibilité de mettre à jour souvent son compte sur Twitter, puisque c'est un travail qui revenait – avant le shutdown – aux attachés de

presse. « *Du fait de l'incapacité du Congrès à voter la loi qui finance le gouvernement, les mises à jour de ce compte seront limitées* » a écrit Michelle Obama sur son profil Twitter, en décevant probablement ses 500 000 abonnés.

Il est assez curieux de constater alors que les indices financiers US ne réagissent quasiment pas à la situation critique de l'État. Est-ce que cela signifie qu'ils se sont complètement détachés de l'économie réelle ? Igor Nikolaïev, docteur en sciences économiques et directeur du département d'analyse stratégique de la compagnie d'audit, d'expertise et de conseil économique FBK répond à cette question pour Odnako :

« *En résumé, tout cela montre combien l'économie virtuelle (tout ce négoce d'actions et d'autres valeurs mobilières) se détache de l'économie et de la vie réelles. Théoriquement, il devrait y avoir un lien, qui se fonde assez simplement : les difficultés autour du budget fédéral et la possibilité de gel du financement public toucheront toutes les dépenses publiques, notamment en matière d'investissements. Donc cela touchera l'économie réelle de plein fouet. Mais il se trouve qu'il y a une économie virtuelle, qui dépend en grande partie de la politique de la Réserve fédérale (Fed) — si elle continue sa politique d'assouplissement quantitatif, si elle continue à acheter chaque mois pour près de 85 milliards de dollars d'actifs — et cela a bien plus d'importance que le budget. C'est pourquoi tout ce qui se passe montre une divergence croissante entre l'économie virtuelle et l'économie réelle. Il y a d'autres facteurs qui calment les investisseurs. Comme on le sait, ça n'arrive pas la première fois, et la plupart d'entre eux sont convaincus que bientôt les parties trouveront une sortie de crise par le haut. C'est pourquoi nous voyons que les indicateurs financiers ne réagissent pas.* »

Commentaire.

Excellent, cet article confirme celui dans cette page : *Washington, théâtre des liens incestueux entre l'argent et la politique*, et ma propre analyse sur les rapports entre l'économie productive ou réelle, le terme n'est peut-être pas le plus approprié, et l'économie virtuelle ou spéculative sortie de nulle part ou produit de la planche à billets que les banquiers de la Fed font tourner à leur guise.

Quand je lis des articles dans lesquels les auteurs remettent en cause la puissance financière ou militaire des E-U, je hausse les épaules, ils ont créé plus de 20.000 milliards de dollars pour empêcher que l'économie américaine et mondiale ne s'effondre, et ils ne pourraient pas disposer de quelques milliers de milliards pour une guerre, il ne faut pas réfléchir pour soutenir un truc pareil, c'est stupide au possible. Si on considère la situation des Etats-Unis uniquement sur le plan classique de l'économie, on en déduira qu'elle est synonyme de banqueroute, mais si on tient compte des outils qu'ils ont créés pour l'empêcher de s'effondrer on arrivera à la même conclusion que l'auteur de cet article qui est lucide.

## Un article AFP du 8 octobre 2013

### Etats-Unis: vers la fin du plafonnement du financement électoral? (09.10)

La Cour suprême des Etats-Unis est apparue prête mardi à déplaçonner les contributions financières des particuliers dans les campagnes électorales, provoquant l'appel à la vigilance du président Obama qui craint que la politique ne tombe entre les mains de quelques riches.

Trois ans après sa décision historique très controversée -- "*Citizens United*". FEC (Federal Electoral Commission) -- par laquelle les neuf juges ont levé toute limite au financement électoral par les entreprises ou les syndicats, la plus haute juridiction du pays s'est penchée sur le plafond imposé aux donateurs individuels.

L'homme d'affaires de l'Alabama Shaun McCutcheon veut pouvoir donner plus que le montant autorisé pour un seul homme par le gouvernement fédéral: 123.200 dollars au total. Il a porté l'affaire devant la haute Cour, soutenu dans son recours par le parti républicain.

*"I n'y a pas beaucoup de démocraties dans le monde qui marchent de cette façon avec quelques millionnaires ou milliardaires qui financent qui ils souhaitent, parfois en secret"*, a estimé mardi le président Obama dans une conférence de presse. *"Cela signifie que les Américains ordinaires sont exclus du système"*.

*"Personne en politique ne fonctionne avec les mains parfaitement propres"*, a-t-il poursuivi en assumant sa part de responsabilité pendant ses campagnes présidentielles. *"Mais nous devons nous tenir à certaines règles"*.

Dans un débat d'une heure très soutenu, le président de la Cour suprême, le conservateur John Roberts a déclaré que l'existence d'un plafond des dons individuels lui *"semblait une restriction très directe"* au Premier amendement de la Constitution sur la liberté d'expression.

*"C'est une grave atteinte à la liberté d'expression politique"*, a abondé Bobby Burchfield, l'avocat du sénateur républicain Mitch McConnell qui soutient le donateur McCutcheon.

Le juge conservateur Antonin Scalia a estimé que limiter les dons individuels avait pour *"conséquence de saper la vitalité des partis politiques"* et n'*"empêchait pas de grosses sommes d'argent de se déverser en politique"* via les financements des entreprises et autres organisations.

Il a laissé entendre que la somme de 3,6 millions de dollars qu'un particulier pourrait verser en cas de suppression du plafond ne serait rien d'autre qu'une marque de *"gratitude"* et non de *"corruption"*.

Le plafond, un rempart contre la corruption

L'avocat du gouvernement Obama, Donald Verrilli a insisté sur les dangers d'un gouvernement de riches donateurs, *"par eux et pour eux"*, paraphrasant la devise d'Abraham Lincoln sur *"le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple"*. *"Nous pensons que le risque de corruption est réel"*, a-t-il ajouté.

La juge progressiste Ruth Ginsburg a aussi estimé que *"le plafond des contributions favorise la liberté d'expression et la participation démocratique"*. Selon elle, *"c'est le peuple qui doit compter"*.

Dehors, sur les marches du temple américain de la Justice, de nombreux manifestants s'étaient massés, brandissant des pancartes *"La démocratie n'est pas à vendre"* ou *"la liberté d'expression contre l'argent"* ou encore un drapeau américain recouvert de billets.

*"Nous ne permettrons pas la corruption de notre gouvernement par les gens riches"*, a déclaré au micro Fred Wertheimer, le président de Democracy 21, militant pour une réforme du financement électoral.

Pour les experts, cette affaire constituera un test pour jauger la volonté de la haute Cour à atténuer ou au contraire à renforcer sa très impopulaire décision de 2010.

"Si la Cour supprime totalement le plafond, elle ferait une erreur dans la lignée de la bourde historique qu'elle a commise avec *Citizens United*", a déclaré à l'AFP l'avocate Elizabeth Wydra du Centre pour la responsabilité constitutionnelle (CAC). Car, "comme l'a rappelé Donald Verrilli, ce plafond fournit un rempart contre la corruption".

M. Obama, qui avait condamné de manière virulente l'arrêt "*Citizens United*" dans son discours sur l'état de l'Union, le 27 janvier 2010, s'est dit persuadé que cette décision "*contribuait aux problèmes actuels à Washington*", citant des "*extrémistes aux gros comptes en banque qui peuvent dénaturer notre politique*" en référence claire au Tea party.

No comment !

Un article publié par [lepoint.fr](http://lepoint.fr) du 9 octobre 2013

## Azerbaïdjan : pourquoi l'Europe ferme les yeux. (09.10)

**L'UE refuse de dénoncer l'autoritarisme du président Aliev, sur le point de remporter un troisième mandat consécutif, en raison du gaz qu'elle lui achète.**

Il ne fait pas bon fâcher un important partenaire économique, même si celui-ci est loin d'être un modèle de démocratie. La République d'Azerbaïdjan, qui va alimenter l'Europe en gaz au cours des prochaines décennies, est sur le point de porter mercredi à la présidence Ilham Aliev pour la troisième fois consécutive. Un homme qui a succédé à son père, Heydar Aliev, ancien chef local du KGB puis membre du Politburo, l'organe dirigeant de l'URSS, qui avait été élu deux ans après l'indépendance de l'ex-République soviétique, en 1991.

Homme longiligne à la réputation de flambeur, Ilham Aliev, un moustachu âgé de 51 ans, dirige le pays d'une main de fer depuis déjà une décennie. *"Au cours des dix dernières années, le pays a vraiment reculé en termes de démocratie, en n'ayant aucun respect pour les droits humains. Toute voix dissidente est durement réprimée"*, souligne Rebecca Vincent, directrice de l'antenne de Human Rights Club à Bakou, interrogée par Le Point.fr. Tout d'abord élu en 2003 avec 76 % des suffrages, Ilham Aliev est plébiscité de nouveau en 2008, avec 89 % des voix.

### Prisonniers politiques

Chaque fois, les observateurs occidentaux dénoncent de nombreuses irrégularités et doutent de l'impartialité du scrutin. Mais le président azerbaïdjanais n'en a cure et s'est même payé le luxe, en 2009, de changer par référendum la Constitution qui limitait à deux les mandats présidentiels. Crédité cette année de 80 % des suffrages par les sondages, Ilham Aliev est pratiquement assuré de décrocher un troisième quinquennat consécutif, face à ses neuf adversaires.

*"Huit d'entre eux ne sont pas indépendants. Ce scrutin ne sera pas juste et libre, en raison de la répression sur la liberté d'expression"*, prévient Rebecca Vincent. En un an, 142 personnes - militants d'ONG, journalistes, blogueurs ou activistes - ont été emprisonnées. Selon un câble diplomatique de l'ambassade américaine à Bakou, révélé par le site WikiLeaks, l'objectif du président *"semble être de créer un environnement politique dans lequel la dynastie Aliev ne connaîtrait aucune concurrence"*.

### Régime en état d'alerte

Et il ne lésine pas sur les moyens. Le 27 septembre dernier, Hilal Mamedov, le rédacteur en chef du Talyschi Sado, un journal critique à l'égard du pouvoir, a été condamné à cinq ans de prison pour trahison et trafic de drogue. Le régime azerbaïdjanais est en état d'alerte depuis qu'une vague d'émeutes sans précédent a éclaté cette année dans la ville d'Ismaïlli. Plusieurs jours durant, les manifestants s'en sont pris à des bâtiments officiels.

*"Ils dénonçaient les disparités économiques et la corruption dont abusent les responsables politiques"*, explique au Point.fr Alex Nice, spécialiste du Caucase à l'Economist Independence Unit, basé à Londres. La fronde a été durement réprimée, et ses auteurs écroués. *"Même s'il le souhaitait, Ilham Aliev ne pourrait mener une politique efficace contre la corruption car cela déstabiliserait le système, ce fléau étant présent à tous les niveaux de la bureaucratie"*, souligne Alex Nice.

### Mafia

À la tête de cette véritable mafia, le clan Aliev, accusé de s'être grassement enrichi sur les deniers du pétrole. Le câble diplomatique américain le dépeint même en parrain de la famille Corleone, en référence au film de Francis Ford Coppola. D'après la journaliste d'investigation Khadija Ismayilova, la famille Aliev contrôlerait un pan important du secteur de la banque, de la construction et des télécoms azerbaïdjanais. À la suite à ses enquêtes, la journaliste a été la cible d'une campagne de vidéos pornographiques la mettant prétendument en scène sur Internet.

Au-delà des affaires, le bilan économique et social d'Ilham Aliev est loin d'être mauvais. Les milliards de dollars de la manne pétrolière ont permis d'augmenter considérablement le niveau de vie des quelques 10 millions d'Azerbaïdjanais, qui ont vu leur salaire moyen augmenter de 10 % par an. "*L'État a clairement mené une lutte contre la pauvreté*", estime Alex Nice. Pendant ce temps, l'opposition a brillé par ses divisions. "*Si le système politique n'est pas démocratique, Ilham Aliev ne possède pas d'adversaire crédible*", souligne le spécialiste du Caucase.

#### Timide remontrance européenne

Pour éviter une nouvelle déroute, l'opposition s'est cette fois mise d'accord pour présenter un candidat unique, l'historien et ancien député Jamil Hassanli, qui a promis en cas de victoire l'instauration en Azerbaïdjan d'un système parlementaire. Problème, l'opposant est boycotté par les chaînes nationales. "*Les figures de l'opposition apparaissent rarement dans les médias, alors qu'Ilham Aliev bénéficie, lui, d'une large couverture médiatique*", dénonce Rebecca Vincent, du Human Rights Club. "*Or, si la jeunesse commence à s'ouvrir à Internet, la majorité de la population ne regarde que la télévision.*"

Lors de ses brèves apparitions dans des débats, l'opposant Jamil Hassanli a estimé que seule la fraude pouvait apporter une nouvelle victoire à Ilham Aliev. Or, même si les observateurs européens présents mercredi en Azerbaïdjan relevaient des irrégularités, il reste peu probable qu'elles bénéficient d'un écho retentissant en Occident. À titre d'exemple, le climat répressif à la veille du scrutin a été timidement pointé du doigt par l'Union européenne, qui s'est dite "*préoccupée*" par les "*pressions*" exercées contre l'opposition, la société civile et les médias indépendants.

#### Un pays convoité

Dans leur communiqué, la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, et le commissaire chargé de l'Élargissement, Stefan Füle, ont même "*reconnu que le contexte pré-électoral*" en Azerbaïdjan était "*globalement pacifique*". Il faut dire que cette ancienne République soviétique qui borde la mer Caspienne est devenue, depuis son indépendance, l'objet de toutes les convoitises. En grands pragmatiques, Ilham Aliev et, avant lui, son père, Heydar, ont réussi à diversifier leurs clients en Europe et ainsi à s'émanciper de la tutelle russe.

Le président azerbaïdjanais a supervisé la construction de pipelines de pétrole et de gaz reliant la Caspienne au Vieux Continent. L'Azerbaïdjan est également un partenaire indispensable de l'Otan, à qui il ouvre son territoire pour le passage des troupes en direction de l'Afghanistan. "*Les critiques européennes et américaines seront à coup sûr très limitées en raison de l'intérêt qu'ils ont à ce que l'Azerbaïdjan reste stable*", prédit Alex Nice. Le 19 septembre dernier, le consortium Shah Deniz II (BP, Socar, Statoil et Total), qui exploite l'immense gisement gazier de Shah Deniz, a annoncé avoir conclu un accord sur 25 ans pour fournir du gaz à neuf sociétés européennes, dont le Français GDF Suez. Les premières livraisons sont attendues dès 2019 en Europe.

## Un article lemonde.fr du 7 octobre 2013

### Paris et Ryad veulent renforcer l'opposition syrienne. (09.10)

**Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a été reçu par le roi Abdallah. Il a déclaré à la presse que la France et l'Arabie Saoudite étaient en «grande convergence» sur le sujet.**

La France et l'Arabie saoudite ont convenu de la nécessité de renforcer l'opposition syrienne et l'Armée syrienne libre (ASL, rebelles), a déclaré lundi le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian, en visite dans le royaume.

Jean-Yves Le Drian a expliqué aux journalistes à Jeddah (ouest) avoir été reçu par le roi Abdallah, et a fait état d'une «grande convergence sur les principaux sujets», en particulier sur «*les crises dans la région*». «*Notre approche sur la situation est identique. Nous sommes dans la logique de renforcer la Coalition nationale syrienne et l'état-major du général (Sélim) Idriss*», chef d'état-major de l'ASL, a dit le ministre.

L'Arabie saoudite est un des principaux soutiens de la Coalition nationale syrienne à laquelle est liée l'ASL mais qui a été récemment désavouée par les principaux groupes islamistes opérant en Syrie. «*Il faut que la coalition nationale soit forte, respectée (...). Nous soutenons la coalition à la fois militairement et sur les plans humanitaire et politique*», a encore dit Jean-Yves Le Drian, exprimant l'espoir «*que la conférence de Genève (pour une solution politique) réussisse parce qu'il n'y a pas de solution militaire en Syrie*».

Paris et Ryad négocient de gros contrats

Le ministre français a aussi été reçu par le prince héritier Salmane ben Abdel Aziz, qui est également ministre de la Défense, avec lequel il a évoqué «*les moyens de renforcer les relations bilatérales*» ainsi que «*les développements sur les scènes régionale et internationale*», selon l'agence officielle SPA. Jean-Yves Le Drian s'est également entretenu avec le prince Mitab, fils du roi Abdallah et ministre de la Garde nationale. D'importants contrats d'exportation sont en discussion entre Paris et Ryad.

Le ministre s'est félicité dans ce cadre que ses interlocuteurs «*lui aient confirmé l'entrée en vigueur effective*» à compter de ce lundi d'un contrat de 1,3 milliard d'euros, selon son entourage, pour moderniser quatre frégates et deux pétroliers-ravitailleurs saoudiens mis en service dans les années 1980, selon le ministère français de la Défense. Ces travaux seront effectués par DCNS, Thalès et MBDA, en partenariat avec des industriels saoudiens.

Des discussions sont en outre en cours pour moderniser la défense antiaérienne saoudienne. Le projet d'un montant d'environ 2 milliards d'euros porte notamment sur la fourniture à l'armée saoudienne de missiles sol-air Crotale de nouvelle génération du groupe Thales, qui équipe l'armée française depuis les années 1990. Il s'agit de la troisième visite du ministre dans le royaume depuis son entrée en fonctions en mai 2012.



## Un article lemonde.fr du 8 octobre 2013

### Armement et politique étrangère : relations au beau fixe entre Paris et Riyad. (09.10)

C'était sa troisième visite en Arabie Saoudite en un peu plus d'un an, et elle est jugée fructueuse : le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian, qui était à Riyad lundi 7 octobre, a obtenu la confirmation de plusieurs grands contrats d'armement et pu mesurer, plus largement, qu'un accord politique solide liait actuellement Paris et Riyad sur les dossiers stratégiques de l'Iran et de la Syrie. Les deux pays s'accordent pour fournir un soutien militaire aux fractions modérées de l'opposition syrienne. Selon Paris, Riyad a souligné la proximité et la constance des positions françaises sur ces dossiers, au moment où la position américaine paraît plus changeante.

A l'invite du royaume saoudien, qui l'en a prévenu la veille, M. Le Drian a ainsi passé un long moment avec le roi Abdallah ben Abdelaziz Al-Saoud. Il s'est, en outre, entretenu – ce qui était prévu – avec les principales autres autorités du pays : le prince héritier ministre de la défense, le vice-ministre de la défense et le chef de la garde nationale.

Les relations d'armement entre Paris et Ryad sont au mieux, notamment dans le domaine naval. Le royaume saoudien a confirmé que le contrat LEX (Life extension Sawari 1) entrait en exécution lundi : il vise la rénovation de quatre frégates et de deux pétroliers ravitailleurs saoudiens pour un montant officiel de 1,4 milliards d'euros, dont plus de la moitié revient aux entreprises françaises DCNS et Thalès, le reste étant réalisé par un chantier naval saoudien.

Le contrat total dépasserait 2 milliards d'euros selon plusieurs experts. Il s'agit du premier contrat majeur passé avec ce pays depuis celui des avions ravitailleurs multi-rôles en 2007 (dans lequel la part française était faible), souligne-t-on dans l'entourage de M. Le Drian.

L'autre nouvelle importante est la confirmation par Riyad du contrat Sawari 2, portant sur la poursuite de la modernisation des frégates. Ce programme est important car il doit préfigurer un contrat plus large d'acquisition de six frégates de nouvelle génération, les Fremm. Au-delà, c'est un contrat sur la fourniture de sous-marin qui est en ligne de mire.

D'autres discussions sont en cours, qui portent sur l'équipement de la Garde nationale en missiles sol-air Mica par MBDA, et la fourniture de systèmes sol-air par Thalès (Mark 3) à l'armée. Selon La Tribune du 7 octobre, les négociations entre l'entreprise française et le ministère saoudien de la défense en vue de renouveler les systèmes Crotale de défense aérienne du pays sont terminées, pour un montant qui pourrait à terme atteindre 4 milliards d'euros. Des discussions ont également commencé dans le domaine des satellites.

Selon le dernier rapport sur les exportations d'armement remis au Parlement en 2013, l'Arabie Saoudite reste le premier client de la France sur la période 2003-2012 avec près de 7 milliards d'euros de contrats, devant l'Inde et le Brésil.

## Un article AFP du 8 octobre 2013

### Sommet de l'Apec: duel Etats-Unis-Chine pour le contrôle du commerce. (09.10)

Les Etats-Unis ont poussé les feux en vue de la conclusion rapide d'une vaste zone de libre-échange, mardi au sommet de l'Asie-Pacifique, trouvant cependant sur leur chemin une Chine enhardie par l'absence du président Barack Obama.

Le sommet du "*forum de Coopération économique pour l'Asie-Pacifique*" (Apec) s'est achevé mardi sur l'île indonésienne de Bali par une déclaration finale soulignant la "*trop grande faiblesse*" de la croissance mondiale et la persistance des "*risques*" sur l'économie.

Les 21 Etats-membres, qui représentent plus de la moitié de la richesse mondiale, ont en conséquence promis de "*promouvoir une croissance durable*" dans la région. Aucune mesure concrète n'a été décidée, comme c'est le cas dans ce genre de sommets, mais l'Apec a réitéré son "*engagement envers une libéralisation du commerce et des investissements d'ici à 2020*".

Mais cette ambition à long terme est concurrencée par deux autres projets de libre-échange.

Un partenariat trans-Pacifique

D'un côté, les Etats-Unis défendent un Partenariat trans-Pacifique (TPP), qui regrouperait 12 pays, à l'exception notable de la Chine.

Pékin n'exclut pas totalement de rejoindre un jour le TPP mais lui préfère un projet concurrent exclusivement asiatique, réunissant 16 pays, sans les Etats-Unis. Cette initiative est défendue par l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) et sera au coeur des discussions lors de son sommet qui s'ouvrira à Brunei mercredi, juste avant celui de l'Asie de l'Est dans le même sultanat.

"*La Chine va s'engager dans l'édification d'un cadre de coopération régionale trans-Pacifique qui soit bénéfique à l'ensemble des parties*", a souligné le président chinois Xi Jinping lundi au premier jour du sommet de l'Apec.

Cette remarque est une critique directe à l'encontre du TPP, selon les médias officiels chinois.

Le TPP est "*largement considéré comme un nouvel effort des Etats-Unis en vue de dominer l'économie de l'Asie-Pacifique*", écrit le China Daily.

Dans un discours lundi à l'Apec, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a tenté de convaincre ses partenaires, tout en essayant de pallier l'absence de Barack Obama retenu par la crise budgétaire chez lui. La venue du président avait été programmée dans le but qu'il pèse de tout son poids pour faire avancer le projet de TPP.

"*Il nous faut des règles modernes dans un monde en changement*", a estimé M. Kerry, en référence aux "*normes d'or*" que le TPP voudrait imposer au commerce trans-Pacifique, notamment en matière de propriété intellectuelle.

M. Kerry a rencontré dans l'après-midi à Bali les représentants des onze autres pays parties prenantes aux négociations sur le TPP.

"*Nous sommes en bonne voie d'achever les négociations*", ont-ils indiqué dans un communiqué commun à l'issue de la rencontre, sans pour autant s'engager fermement sur une conclusion d'ici à la fin de l'année, comme voulu par Washington mais mise en doute par plusieurs partenaires.

"*Nous sommes convenus que les négociateurs devraient dorénavant se diriger vers la résolution de tous les problèmes en suspens dans le but d'aboutir cette année à un accord régional équilibré et complet*", ont-ils écrit.

Le partenariat, qui veut regrouper 40% du PIB mondial, doit réunir l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, les États-Unis, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam.

Mais l'empressement américain a froissé l'Indonésie, pays hôte du sommet mais qui ne veut pas se joindre au TPP.

*"Cela nous dérange en fait... Nous ne souhaitons pas que de l'ombre soit faite aux travaux de l'Apec"*, a expliqué à l'AFP un responsable gouvernemental indonésien sous couvert de l'anonymat.

Les efforts de Washington souffrent de l'absence de M. Obama, ce qui a semé le doute sur son aptitude à faire de l'Asie le "pivot" de sa politique étrangère, comme il l'a promis.

M. Kerry a juré de ses grands Dieux que *"rien ne pourra saper l'engagement du président Obama envers un rééquilibrage vers l'Asie"*.

Mais cela n'a pas empêché le président Xi de sauter sur la chaise vide laissée par son homologue américain. M. Xi a largement volé la vedette lors du sommet de l'Apec, notamment avec un discours très remarqué lundi où il a loué les mérites de la grande *"famille"* de l'Asie-Pacifique, *"unie et prospère"*.

## Un article Reuters du 9 octobre 2013

### 1% de la population détient 46% de la richesse mondiale. (10.10)

La richesse mondiale a augmenté de 68% ces dix dernières années pour atteindre 241.000 milliards de dollars (178.000 milliards d'euros) et le centième de la population le plus fortuné détient 46% du patrimoine global, montre une étude publiée mercredi par Crédit Suisse.

Le patrimoine moyen a atteint 51.600 dollars par adulte mais les richesses restent très inégalement réparties, ajoute le rapport "World Wealth Report" rédigé par les analystes de la banque helvétique.

Il prévoit que la fortune mondiale devrait progresser de 40% supplémentaires d'ici 2018 pour atteindre 334.000 milliards de dollars.

Les pays les plus riches, dans lesquels le patrimoine par adulte dépasse 100.000 dollars, sont concentrés en Amérique du Nord, en Europe occidentale et parmi les nations les plus avancées de la région Asie-Pacifique et du Moyen-Orient.

Sans surprise, la Suisse se classe en tête avec un patrimoine moyen par adulte de 513.000 dollars, devant l'Australie (403.000 dollars), la Norvège (380.000) et le Luxembourg (315.000). Suivent les Etats-Unis, la Suède, la France, Singapour, la Belgique et le Danemark avec des patrimoines moyens situés entre 250.000 et 300.000 dollars.

A l'opposé, deux tiers des adultes de la planète disposent d'un patrimoine inférieur à 10.000 dollars et ne représentent que 3% de la richesse globale.

Credit Suisse précise que 98.700 personnes dans le monde disposent d'une fortune de plus de 50 millions de dollars, dont plus de la moitié aux Etats-Unis et un peu plus d'un quart en Europe.

Les "BRIC" (Brésil, Russie, Inde et Chine), les quatre principaux pays émergents, comptent chacun environ 5.800 de ces "ultra-riches", selon les estimations de l'étude.

Mais alors qu'ils ne représentaient que 5% des milliardaires du monde entier en 2000, cette proportion atteignait 19% en 2010. En Chine, le nombre de milliardaires est passé en dix ans d'un à 64, précise le rapport.

## Un article AFP du 9 octobre 2013

### Le patrimoine des ménages a augmenté de 4,9% dans le monde en 2013. (10.10)

Le patrimoine des ménages dans le monde, soit l'ensemble de leurs biens mobiliers et immobiliers, a augmenté de 4,9% en 2013 au niveau record de 241.000 milliards de dollars, indépendamment de la crise économique, selon le 4ème rapport annuel de la fortune mondiale publié mercredi par la banque Credit Suisse.

Ce montant représente un patrimoine moyen par adulte de 51.000 USD (37.800 euros).

En Amérique du Nord, le patrimoine des ménages a augmenté de 11,9%, et en Europe de 7,7%.

En revanche, au Japon, le patrimoine des particuliers a chuté de 20%, ce qui a fait reculer l'ensemble de la région Asie-Pacifique de -3,7%.

Hors Japon, la région a connu une croissance de 6,2%.

La Suisse reste le pays champion du monde du patrimoine par adulte, avec un montant de 512.600 USD par personne. Elle dépasse de 100.000 USD le numéro 2 de ce classement, l'Australie.

Pour le Credit Suisse, le patrimoine des ménages devrait continuer sur cette lancée d'ici 2018. Les experts de la banque prévoient une croissance de 40% d'ici 5 ans et une hausse de 50% du nombre des millionnaires à 47,6 millions de personnes.

En Afrique, le nombre de millionnaires devrait grimper de 81% à 163.000.

En Asie-pacifique, les millionnaires devraient progresser de 75% à 11,5 millions, et en Europe de 47% à 15 millions.

Parmi les personnes disposant d'un patrimoine de plus de 50 millions de dollars, 47% sont aux Etats-Unis, 5,9% en Chine, 4,6% en Allemagne et 3,5% en Suisse.

La France occupe le 7ème rang des pays où les ménages sont les plus riches, en dépit "*d'un chômage élevé et d'une croissance faible*".

"*Il y a plus de millionnaires en France que dans n'importe quel autre pays européen*" relève l'étude. Le Credit Suisse en a recensé 2.211.000.

La France est cependant dépassée par l'Allemagne, la Suisse et le Royaume-Uni par le nombre de millionnaires détenant plus de 50 millions USD ou plus de 100 millions USD.

Le patrimoine détenu par les ménages français s'élève à 14.200 milliards USD.

## Un article Reuters du 10 octobre 2013

### L'UE se dote d'un système commun de surveillance des frontières (11.10)

Le Parlement européen a approuvé jeudi la création d'un système de surveillance des frontières, baptisé Eurosur, qui permettra aux Etats de partager en temps quasi-réel images et informations sur la situation aux frontières extérieures de l'UE.

Ce réseau, en gestation depuis 2008, a vocation à "*combattre l'immigration clandestine et la criminalité transfrontière*" mais doit aussi, à la demande des eurodéputés, "*contribuer à assurer la protection et le sauvetage des migrants*".

Le projet de règlement qui crée Eurosur ayant déjà fait l'objet d'un accord entre le Parlement et les Etats membres, le réseau pourra commencer à fonctionner dès le 2 décembre entre dix-huit Etats membres, dont la France, tous situés aux frontières extérieures de l'UE.

Il sera mis en service dans les autres pays un an plus tard. Le Royaume-Uni et l'Irlande, quoique non membres de l'espace Schengen, pourront y participer.

Un centre national de coordination assurera dans chaque Etat membre l'interface entre les sources d'information nationales, les centres de coordination des autres pays et l'agence Frontex, qui coordonne la coopération en matière de surveillance des frontières extérieures au niveau de l'UE.

"*La responsabilité (de la surveillance) continuera d'incomber aux Etats membres mais tout le monde sera informé de ce qui se passe et, si nécessaire, Frontex pourra alerter et aider les Etats membres en demandant une assistance*", a estimé lors d'une conférence de presse, le député libéral néerlandais Jan Mulder, rapporteur du projet de règlement.

Interrogé sur la capacité d'Eurosur à empêcher un drame comme celui de Lampedusa, où plus de 300 Africains se sont noyés le 3 octobre en tentant de débarquer sur les côtes italiennes, il a douté "*qu'il puisse exister un système qui empêche ces gens de venir*".

"*On aurait pu détecter l'embarcation plus tôt et prendre des mesures plus rapidement, mais il est très difficile de répondre à ce genre de question*", a-t-il ajouté.

Eurosur ne concerne que la surveillance des frontières maritimes et terrestres, sans interdire à un Etat d'apporter volontairement des informations sur ses frontières aériennes.

Le partage de données devra respecter les droits fondamentaux, "*y compris le principe de non refoulement (le droit d'asile), le droit à la dignité humaine et les exigences de protection des données*", précise le règlement.

La création d'Eurosur a été approuvée par 479 voix contre 101 et 20 abstentions.

Les Verts et la gauche communiste ont voté contre.

Commentaire.

La participation au Parlement européen suffit à légitimer son existence et donc toutes les mesures liberticides ou réactionnaires qu'il est amené à adopter.

## Un article AFP du 10 octobre 2013

### **FMI: la stabilité financière mondiale menacée par l'endettement et la Fed. (11.10)**

La stabilité financière dans le monde reste sous la menace d'un changement de cap de la politique monétaire aux Etats-Unis et de l'endettement massif des pays riches, a estimé le FMI mercredi.

Dans un premier rapport, le Fonds monétaire international se penche sur la question qui devrait dominer son assemblée générale cette semaine à Washington et qui agite les marchés depuis plusieurs mois: la réduction imminente des injections de liquidités de la Réserve fédérale (Fed). Cette échéance, encore incertaine, a déjà provoqué pendant l'été une chute brutale de l'afflux de capitaux dans les pays émergents, faisant plonger leur monnaie et les privant d'une source cruciale de financement.

Ces événements "*mettent en lumière des nouvelles inquiétudes pour la stabilité financière*", a averti mercredi José Vinals, directeur du département des marchés financiers au Fonds.

Ce ne pourrait être que le début, selon le FMI. "*Les anticipations d'abandon progressif de la politique monétaire accommodante aux Etats-Unis pourraient (...) révéler des zones d'excès financier et de vulnérabilité*", indique son rapport semestriel sur la stabilité financière mondiale.

Les pays émergents, qui ont ces dernières années attiré quantité d'investisseurs en quête de rendements élevés, pourraient se retrouver en mal de liquidités à mesure qu'un mouvement de relocalisation s'opère vers les Etats-Unis.

Selon une récente étude du lobby bancaire international (IIF), les flux de capitaux vers les pays émergents devraient ainsi fondre cette année de 12,6% par rapport à 2012.

Certains Etats et entreprises pourraient dès lors avoir plus de mal à se financer, d'autant que les "*fondamentaux*" économiques de ces pays se sont dégradés (inflation, ralentissement de la croissance...), note le FMI.

Selon le Fonds, l'Indonésie, la Turquie, les Philippines, la Turquie ou le Brésil seraient les plus exposés et verraient leur coût de financement flamber en cas de nouvel assèchement de capitaux.

"*Si ces mesures non-conventionnelles (de la Fed) continuent pendant longtemps, les risques de créer des problèmes de stabilité financière grandiront*", a assuré le gouverneur adjoint de la Banque centrale du Mexique, Manuel Ramos-Francia, lors d'une table-ronde.

Indirectement mise en accusation, la Fed défend bec et ongles sa politique de rachats d'actifs et de taux directeur proche de zéro. "*Ces mesures sont utiles pour l'économie mondiale*", a déclaré mercredi Charles Evans, directeur de l'antenne de la Fed de Chicago.

Il a toutefois reconnu que le maintien de taux quasi-nuls encourageait des prises de risques sur les marchés et pourrait faire peser une menace "*accrue*" sur la stabilité financière y compris aux Etats-Unis où le climat est, selon lui, "*plein d'incertitude*".

Dans un second rapport publié mercredi, l'institution pointe un autre risque pour la stabilité financière: l'endettement des Etats.

En moyenne, la dette publique des pays développés devrait atteindre le "*pic historique*" de 110% de leur produit intérieur brut en 2014, soit 35 points de plus qu'en 2007, écrit le Fonds dans son rapport sur la surveillance budgétaire.

"*En dépit des progrès sur la réduction des déficits, les fragilités budgétaires profondes restent élevées dans les pays développées*", indique le rapport.

Avec un ratio de dette/PIB de 242,3% prévu en 2014, le Japon devrait encore figurer en tête du peloton des pays développés les plus endettés, suivis par la Grèce (174%), l'Italie (133,1%) et le Portugal (125,3%).

Les Etats-Unis, paralysés par une impasse budgétaire, devraient eux voir leur endettement progresser à 107,3% de leur PIB en 2014, loin devant la France et ses 94,8%.

Face à cette situation, le FMI s'aventure sur un terrain qui lui est peu familier en jugeant "*possible*" de faire davantage contribuer les plus fortunés et les multinationales à la réduction des déficits.

*"Il semble exister une marge suffisante dans beaucoup de pays avancés pour tirer davantage de recettes des plus hauts revenus"*, souligne l'institution.

Sur les seuls Etats-Unis, le Fonds retient une estimation de 60 milliards de dollars de recettes qui seraient perdus chaque année du fait des techniques d'optimisation fiscale des multinationales, un sujet qui a récemment retenu l'attention des pays du G20.



## Un article Lexpansion.fr du 18 octobre 2013

### Grève historique des ouvriers smicards de Cartier. (19.10)

**Une quarantaine d'ouvriers de l'atelier Cartier de Reims ont manifesté vendredi à Paris pour réclamer une augmentation de 200 euros. Le premier bijoutier mondial et principal contributeur aux profits du groupe suisse Richemont leur en offre 75.**

"Ouvriers, mal payés, chez Cartier!" Le slogan claquait ce vendredi rue de la Paix à Paris, devant le siège social du premier bijoutier mondial. Une quarantaine de salariés en colère étaient descendus en car de leur atelier de Reims pour offrir une manifestation historique à leur prestigieux employeur. C'est en effet la première grève essuyée par Cartier, leader d'un secteur qui ne connaît pas la crise, et principal contributeur aux profits du groupe suisse Richemont.

Le délégué syndical a mené ses troupes dès 11 heures ce matin et une bonne partie de la journée devant l'enseigne de luxe, troublant l'habituelle sérénité des autres bijouteries de la rue et de la place de Vendôme. Ils y ont distribués des centaines de tracts afin de médiatiser leur situation. Et affichaient leur salaire net mensuel sur des pancartes: 1080 euros sur l'une, 1050 sur une autre ou encore 1161 euros sur une troisième.

"Après 26 ans de carrière certains ouvriers ne gagnent pas plus de 1300 euros net. C'est inadmissible. Nous en avons marre" dénonce le syndicaliste à la caméra de l'Expansion.

Les salariés de la filiale de Reims du fabricant de bijoux Cartier Joaillerie International (CJI) en sont ainsi à leur quatrième journée de grève. 80% des 70 salariés du site spécialisé dans la fonte de métaux précieux et l'ajustage des bijoux, sont mobilisés. Ils étaient 43 à avoir rejoint ce matin la capitale.

"Nous sommes les moins payés de tous les ouvriers de Cartier en France. Nous demandons une augmentation de nos salaires de 200 euros net par mois", clame Flavien Lacrampe, délégué CGT de l'usine de Reims à l'Expansion.com.

Les ouvriers rémois réclament également une régularisation de leurs RTT qui sont, selon eux, systématiquement posées pendant des jours fériés.

Depuis six mois les salariés se battent pour défendre leurs demandes. "C'est notre dernière chance cette manifestation. Je ne sais pas ce qu'on va faire après" confie un des ouvriers qui a préféré rester anonyme, comme tous ses collègues, par peur de représailles.

"La bijouterie c'est un monde caché, assez obscur. On ne veut pas se retrouver sans emplois. La situation est tellement dure en Champagne-Ardenne. Il y a des fermetures partout", s'inquiète un de ses collègues qui a déjà changé de métier à trois reprises pour ne pas tomber au chômage. 75 euros d'augmentation proposés

La direction de Cartier qui n'a de son côté pas souhaité s'exprimer ce jours, a proposé une augmentation mensuelle de 75 euros brut.

"Ça fait 57 euros net ! C'est se moquer du monde. Le groupe fait plusieurs centaines de millions d'euros de bénéfices chaque année", s'énervé le délégué syndical. Selon un analyste interviewé par Challenges en 2012, le chiffre d'affaires de l'enseigne de luxe représenterait près de la moitié de celui du groupe suisse Richemont auquel il appartient.

Dans un communiqué publié jeudi soir, la direction de Cartier Joaillerie International faisait part de "sa forte déception et de son incompréhension après l'échec des discussions avec le délégué syndical CGT".

La direction qui assure avoir "fait des propositions d'augmentation très significative des rémunérations, au cours des trois derniers jours" constate "l'impossibilité d'aboutir". Elle reste cependant "ouverte au dialogue, avec l'ensemble des salariés, en souhaitant parvenir à une solution équilibrée".

## Un article lemonde.fr du 18 octobre 2013

### Les instances de gouvernance d'Internet veulent s'émanciper des Etats-Unis. (19.10)

Les révélations de ces derniers mois sur la surveillance exercée par l'administration américaine sur Internet pourraient faire perdre aux Etats-Unis le contrôle des institutions en charge du fonctionnement de la Toile. En tout état de cause, la "fronde" monte au sein des différentes instances mondiales techniques, chargées de définir les standards et gérer les ressources du réseau. Et c'est le Brésil qui pourrait porter et fédérer cette volonté d'émancipation.

Réunies à Montevideo en Uruguay, les architectes techniques d'Internet ont ainsi appelé, lundi 7 octobre, à l'émancipation de l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) et de sa composante, l'IANA (Internet Assigned Numbers Authority). Il faut, ont-ils déclaré, accélérer *"la mondialisation des fonctions de l'IANA et de l'ICANN vers un environnement dans lequel toutes les parties prenantes, y compris tous les gouvernements, participent sur un pied d'égalité"*.

L'ICANN gère les adresses de connexion à Internet (adresses IP) et les noms de domaine (comme Lemonde.fr) au niveau mondial. Il le fait sous le contrôle du département américain du commerce.

La déclaration a été endossée par l'IETF (Internet Engineering Task Force) et du W3C (The World Wide Web Consortium), en charge des standards techniques d'Internet et du Web, par l'ICANN et ses sociétés sœurs, ainsi que par quatre gestionnaires régionaux des adresses IP et l'Internet Society, un promoteur historique d'un Internet ouvert.

*"La déclaration de Montevideo est une première historique, jamais ces organisations, les architectes techniques d'Internet n'ont ainsi interpellé le gouvernement américain"*, lance Bernard Benhamou, délégué aux usages de l'Internet au ministère de l'économie numérique et ancien négociateur aux Nations unies.

Suite au scandale de la surveillance des communications mondiales par la NSA (National Security Agency), la mainmise des Etats-Unis sur les institutions qui définissent les règles d'Internet et les appliquent est devenue un sujet majeur de politique internationale. Le pays qui crée les règles du réseau mondial les détournerait ainsi à son avantage.

Les instances mondiales *"techniques"*, qui se pensaient à l'abri des jeux politiques, affichent désormais leur désaveu des méthodes américaines.

#### SOMMET EN 2014 AU BRÉSIL

Dans ce contexte, le Brésil est devenu un interlocuteur de choix. Le lendemain de la déclaration de Montevideo, le président de l'ICANN, Fadi Chehadé, a rencontré la présidente brésilienne, Dilma Rousseff, pour lui demander d'assurer le leadership dans la mise en place d'une nouvelle gouvernance d'Internet plus égalitaire, rapporte le blog Internet Governance Project.

Cette déclaration traduit clairement la volonté d'une supervision entre Etats, *"comme substitut à une supervision américaine, même si aucun projet précis n'existe"*, explique le site.

*"Nous avons décidé que le Brésil accueillera, en avril 2014, un sommet international de gouvernements, d'industriels et d'académiques"* sur la question de la gouvernance, a déclaré pour sa part la présidente brésilienne.

Le volontarisme brésilien n'est pas qu'un opportunisme politique. La révélation que la NSA a directement espionné la présidente brésilienne Dilma Rousseff a été un choc pour le pays.

Cette découverte a mené à la convocation de l'ambassadeur américain puis au report d'une visite de Dilma Rousseff aux Etats-Unis, mi-septembre, tant que la situation ne serait pas éclaircie.

La présidente a affirmé vouloir plus d'indépendance et de sécurité pour l'Internet brésilien. Le pays a par ailleurs demandé, au début d'octobre, des explications au Canada, qui aurait mené un espionnage "*inacceptable*" du ministère des mines et de l'énergie, et exigé de ses "*alliés*" l'arrêt de la surveillance.

Les révélations sur l'espionnage mondial constituent une clé, mais pas la seule. L'accélération de la réflexion chez les pays émergents a eu un premier déclencheur : le sommet onusien sur la gouvernance d'Internet à Dubaï, en décembre 2012.

Ce sommet a vu les Etats-Unis et les "*grands émergents*" (dont la Russie) lutter pour le contrôle d'Internet, avec en toile de fond le risque de voir certains pays non-démocratiques "*nationaliser*" leurs réseaux.

Entre un contrôle américain et l'éclatement d'Internet par pays, certains tentent de trouver une solution pour une gestion mondiale du réseau.

## **Un article lemonde.fr du 18 octobre 2013**

### **Les opposants au gaz de schiste de plus en plus mobilisés dans le monde. (19.10)**

Alors que de plus en plus de pays autorisent l'exploration et l'exploitation des pétrole et gaz de schiste, les contestations se succèdent. Samedi 19 octobre, ils doivent être des milliers à manifester, en France (à Paris, Toulouse, Lille ou Nice), aux Etats-Unis, Canada, Angleterre, Allemagne ou encore Roumanie à l'occasion de la Journée mondiale contre le gaz de schiste.

Car si ces hydrocarbures non conventionnels font miroiter aux entreprises et aux pays revenus, recettes fiscales et emplois – jusqu'au rêve d'une indépendance énergétique –, ils sont vivement critiqués pour leurs conséquences néfastes sur l'environnement ainsi que sur le climat. Tour d'horizon de ces mouvements d'opposition.

#### **En Roumanie : le recul de Chevron**

C'est une victoire importante remportée par les opposants au gaz de schiste. Les deux mois de protestations de villageois contre des projets d'exploration à Silistea, dans le nord-est du pays, ont eu raison de Chevron. Le géant américain de l'énergie a annoncé la suspension de ses activités jeudi 17 octobre, au lendemain d'échauffourées entre gendarmes et protestataires qui bloquaient depuis lundi l'unique voie d'accès au site où le pétrolier comptait forer son premier puits d'exploration.

Le groupe avait obtenu en juillet des permis d'exploration dans trois villages de cette région pauvre, juste après la levée, en mars, par le gouvernement, du moratoire instauré l'année précédente. Après avoir vivement combattu ces hydrocarbures non conventionnels lorsque la coalition de centre gauche, à laquelle il appartient, était dans l'opposition, le premier ministre Victor Ponta s'est finalement rallié à cette nouvelle source d'énergie, rejoignant le président de centre droit Traian Basescu, fervent défenseur du gaz de schiste. Objectif : s'affranchir des coûteuses importations de gaz russe. Selon les dernières estimations de l'Agence d'information sur l'énergie américaine (EIA – Energy Information Administration), publiées en juin, le pays abriterait, avec l'Ukraine et la Bulgarie, 5 500 milliards de mètres cubes de gaz de schiste et 1,6 milliard de barils de pétrole de schiste.

Les opposants, eux, ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, la fracturation hydraulique, qui consiste à injecter à haute pression dans la roche d'énormes quantités d'eau additionnées de sable et d'additifs chimiques, pollue les nappes phréatiques, fragilise les sols, voire favorise les tremblements de terre.

#### **En Ukraine : une mobilisation naissante**

L'exemple roumain a fait des émules dans l'Ukraine voisine : jeudi 17 octobre, ce sont des centaines d'Ukrainiens qui ont manifesté contre les projets de Chevron d'exploiter le gaz de schiste dans leur pays.

L'an dernier, le géant américain avait remporté un appel d'offres pour exploiter le gisement d'Olesky, dans l'ouest du pays, dont le gouvernement estime les réserves à 2 980 milliards de mètres cubes de gaz. Un enjeu capital pour cette ex-république soviétique qui cherche à réduire sa dépendance par rapport à la Russie. Mais les populations locales s'inquiètent de l'impact sur l'environnement dans une région montagneuse qui est également un site touristique.

#### **Au Canada : une opposition musclée**

Coup de feu, cocktails Molotov et véhicules de la gendarmerie brûlés : au Canada, la mobilisation contre l'exploitation du gaz de schiste a également pris un tour violent jeudi 17 octobre. Une quarantaine d'opposants ont été arrêtés à la suite de heurts avec les forces de l'ordre.

Depuis le mois dernier, ces opposants, dont des Amérindiens, cherchent à empêcher une entreprise gazière canadienne, SNW Ressources, d'effectuer des tests sismiques dans l'est du Nouveau-Brunswick, sur la côte atlantique. Des travaux de prospection ont débuté dans ces zones qui seraient riches en hydrocarbures – le pays compterait 16 000 milliards de mètres cubes de réserves de gaz de schiste selon l'EIA. Les opposants ont notamment érigé des barrages sur une route à proximité de l'entrepôt qui abrite l'équipement

d'exploration de l'entreprise, mais la justice a prononcé une injonction pour mettre fin au blocus. Le soir, deux cents personnes ont marché dans les rues de Montréal en signe de solidarité avec les manifestants du Nouveau-Brunswick.

### **Au Royaume-Uni : un mécontentement grandissant**

Alors qu'une campagne de forage est en cours dans le sud de l'Angleterre, l'engouement de la population britannique pour le gaz de schiste s'érode. Selon un sondage publié le 1er octobre par l'université de Nottingham, 55 % des Anglais soutiennent aujourd'hui la fracturation hydraulique, contre 62 % en juillet.

Entre ces deux mois, des manifestations de milliers d'opposants ont secoué la région du Sussex, après le début des forages par l'entreprise Cuadrilla Resources le 2 août. La société britannique avait obtenu du gouvernement, en décembre 2012, l'autorisation de reprendre ses explorations qu'elle avait dû interrompre en 2011 en raison de secousses telluriques.

Autre sujet de mécontentement des opposants : le coût de la fracturation hydraulique se révèle deux fois plus élevé qu'aux Etats-Unis, ce qui devrait entraîner une baisse très limitée du prix de l'électricité dans le pays, selon des données de l'agence Bloomberg. Le gouvernement, au contraire, assure que les promesses de ressources de gaz de schiste avancées par Cuadrilla (3 000 milliards de mètres cubes) sont un gage d'indépendance énergétique accrue. Mais rien ne dit à ce jour que les réserves se concrétiseront.

## Un article AFP du 19 octobre 2013

### Merkel plaide pour plus de pouvoirs à la Commission européenne. (20.10)

La chancelière allemande Angela Merkel veut donner davantage de pouvoirs à la Commission européenne en matière de politique économique et financière et s'emploie à faire évoluer les traités européens en ce sens, selon un journal.

D'après l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* à paraître dimanche, citant des sources proches du gouvernement allemand, elle en a discuté jeudi soir avec le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, lors d'un dîner à Berlin.

Interrogé à ce sujet par l'AFP, un porte-parole du gouvernement allemand a déclaré: "*Nos réflexions sur l'évolution future de l'union économique et monétaire sont connues depuis longtemps. Après les législatives, nous allons continuer sur cette voie*".

Il n'a rien voulu dire sur l'entretien avec M. van Rompuy.

Dans le programme électoral des conservateurs de Mme Merkel, il était déjà question de renforcer les pouvoirs de la commission européenne.

Lundi, Mme Merkel doit rencontrer à Berlin le président de la Commission européenne Jose Manuel Barroso, avant le conseil européen qui a lieu le 24 et 25 octobre.

## Un article lepoint.fr du 20 octobre 2013

### Colère des Français : attention, danger ! (21.10)

#### **Impôts, délinquance, sentiment d'abandon : un rapport confidentiel des préfets tire la sonnette d'alarme, soulignant l'exaspération grandissante des Français.**

Faut-il craindre le pire dans les mois à venir ? C'est en tout cas l'exaspération grandissante des Français qui ressort de la dernière note confidentielle rédigée par le ministère de l'Intérieur à partir des rapports transmis par les préfets. Publiée le 27 septembre, cette note a été jugée suffisamment préoccupante pour être communiquée aux principaux dirigeants de la majorité, comme le révèle *Le Nouvel Observateur*.

Il en ressort un mécontentement croissant des Français, sur fond d'aigreurs accumulées. Le premier point du rapport souligne ainsi le "*sentiment d'abandon*" ressenti par le monde rural, qui s'inquiète du redécoupage cantonal. Selon les préfets, ce dernier fait l'objet de "*débats enflammés dans les exécutifs locaux*", où l'on redoute les "*conséquences d'un tel redécoupage sur le maillage territorial des services publics et l'éligibilité à certaines subventions ou projets d'équipement*".

"*Matraquage fiscal*" et délinquance

"*L'hégémonie des métropoles*", que le gouvernement serait en train d'organiser via la loi Lebranchu, est également de plus en plus pointée du doigt. Plus classique, le deuxième point abordé par le rapport concerne le ras-le-bol fiscal des Français. Les élus "*considèrent que les limites du consentement à l'impôt sont atteintes*" et redoutent que le "*matraquage fiscal*" évoqué fasse le lit du Front national.

Le rapport parle même de "*choc psychologique*" pour "*des foyers jusque-là non imposables*". Selon les préfets, "*la menace de désobéissance fiscale*" est même "*clairement brandie*". Autre thème mis en avant par la note confidentielle : la sécurité. L'augmentation de la petite délinquance, notamment "*dans des régions qui s'en croyaient indemnes*", "*inquiète autant que cela exaspère*". Aussi les préfets soulignent-ils que "*la population semble désormais prête à s'impliquer davantage dans la lutte contre la délinquance à travers des opérations comme Voisins vigilants ou Alertes commerce*".

Dernier sujet de grogne évoqué, celle des professionnels du bâtiment. Les préfets soulignent "*la situation de détresse*" du monde artisanal, notamment du secteur du bâtiment, qui s'estime victime d'une "*concurrence déloyale*" des autoentrepreneurs. La note rappelle en particulier que "*dans certains départements, près de 70 % des créations d'entreprises artisanales*" relèvent de ce statut, ce qui vient d'ajouter à la concurrence "*low cost*" d'entreprises étrangères.

## Un article lemonde.fr du 21 octobre 2013

### Pour échapper à la législation américaine, le marché des swaps se tourne vers Londres. (22.10)

Pour échapper à la législation américaine jugée trop contraignante, bon nombre d'institutions financières outre-Atlantique transfèrent leurs activités sur le gigantesque et très lucratif marché des produits dérivés dits "swaps" de Londres, où l'utilisation de ces instruments complexes est moins réglementée. Ce mouvement illustre à quel point le contournement, en toute légalité, des nouvelles règles est devenu un jeu d'enfant pour les grandes banques, gestionnaires de patrimoine ou encore fonds spéculatifs ("hedge funds").

Entrée en vigueur en 2010, mais appliquée de façon partielle en raison des résistances du lobby bancaire, la législation américaine Dodd-Frank entend, entre autres, imposer la transparence au marché des produits dérivés. Son bras armé, la Commodity futures trading commission (CFTC), régulateur des marchés à terme, oblige toutes les "personnes américaines", particuliers comme entreprises, à utiliser une chambre de compensation pour le règlement de ces transactions. Cet organisme, intermédiaire entre acheteurs et vendeurs, permet d'identifier les transactions ainsi que leurs auteurs sur un marché jusque-là dominé par les opérations de gré à gré, effectuées en toute discrétion.

L'enjeu est énorme. Les swaps de taux, de devises, de matières premières ou de crédit servent de mètre-étalon pour les 600 000 milliards de dollars (438 384 milliards d'euros) de produits financiers à terme qui s'échangent chaque jour. Utilisés à des fins de couverture contre le risque ou pour spéculer de façon parfois outrancière, ces instruments hautement sophistiqués et obscurs sont accusés d'avoir alimenté la crise financière de 2007-2008 aux Etats-Unis, tout comme la tourmente de la zone euro.

Aux Etats-Unis, la révolte gronde contre une législation sur les dérivés jugée tatillonne et coûteuse. Une simple erreur d'exécution dans une transaction peut ainsi s'avérer potentiellement ruineuse pour un opérateur. C'est pourquoi, à lire une récente étude du consultant financier Tabb Group, les trois-quarts des intervenants sur les "swaps" refusent d'utiliser la nouvelle plateforme électronique de trading créée spécialement pour ces produits (Swap execution facility), et qui a commencé à fonctionner le 2 octobre. De leur côté, des géants comme Goldman Sachs, Citigroup, JPMorgan et Morgan Stanley, très actifs sur ce marché, font désormais passer par la City une partie du négoce au profit de clients non américains.

En effet, les filiales britanniques des groupes américains dépendent, en terme de supervision, du régulateur britannique, la Financial conduct authority, moins regardant. La législation européenne sur les produits dérivés (European market infrastructure regulation, ou EMIR), qui devrait entrer en vigueur en 2014, est en outre jugée plus souple en la matière.

Les croisés de la transparence financière approuvent l'approche "musclée" américaine pour mieux réglementer les produits dérivés. *"Davantage de réglementation et une meilleure gouvernance ne doivent pas être considérés comme un obstacle à la bonne marche des affaires. Déplacer ses opérations pour éviter une réglementation américaine prétendument coûteuse ou peu pratique n'est pas une solution à long terme"*, souligne Jérôme Lussan, fondateur de Laven Partners, cabinet de conseil londonien aux hedge funds.

Mais Washington s'inquiète des risques provoqués par ce transfert à l'étranger et pour cause : de nombreux scandales financiers trouvent leur origine dans des filiales d'établissements américains à Londres. L'effondrement de l'assureur AIG, sauvé par le contribuable américain, le trucage des comptes publics grecs par Goldman Sachs International, ou encore les pertes essuyées par la "baleine" de JPMorgan... Ces affaires ont toutes été orchestrées sur les bords de la Tamise.

Les régulateurs américains entendent donc élargir la supervision à l'étranger, c'est ainsi que plusieurs enquêtes ont été menées récemment à Londres auprès des hedge funds actifs aux Etats-Unis, ou opérant pour le compte d'une clientèle américaine.

L'entente anglo-américaine, tout au moins dans les discours officiels, est traditionnelle et constante. En réalité, comme le montre la polémique sur les swaps, elle prend un caractère exceptionnel dans les affaires financières. La raison en est simple : la City et Wall Street sont plus que jamais en compétition pour conserver le leadership financier mondial.



Commentaire.

Ils sont plutôt complémentaires. Le Monde découvre l'existence de l'empire anglo-saxon ! La Grande-Bretagne n'est pas le 51e Etat américain, il en fut le premier, le modèle...

Commentaire d'un internaute

- *"Compte tenu du risques que représentent les CDS (dont les encours ne sont pas provisionnés et qui n'apparaissent pas dans le bilan des banques !) l'attitude de la City est réellement scandaleuse. La Grande Bretagne n'est sans doute pas un paradis fiscal; c'est un Etat voyou. Pour redonner du lustre à sa vénérable place financières, Londres ne recule devant rien. Dans une société utopique, l'Angleterre serait mise sur une liste noire des pays avec lesquels tout commerce est interdit."*

Désolé, le socialisme n'est pas encore une "utopie", mais il pourrait le devenir...

## Un article Francetvinfo.fr du 22 octobre 2013

### Politique, institutions, médias : la génération Y est encore plus désabusée que vous ne pensez. (23.10)

#### Francetv info a confronté les clichés qui collent à la peau des 18-34 ans avec les résultats d'une grande enquête en ligne.

Les 18-34 ans ont-ils un problème avec la citoyenneté ? A l'occasion de la diffusion du documentaire Génération Quoi ? mardi 22 octobre sur France 2, francetv info a confronté les clichés qui collent à la peau de la fameuse génération Y aux résultats de la consultation menée depuis le 19 septembre sur le web.

Isoloirs désertés, politiques méprisés, médias soupçonnés de connivence avec le pouvoir : chiffres à l'appui, des spécialistes décrivent ou démontent les différents volets du problème.

#### Attachés au vote, ils méprisent la plupart des responsables politiques

Ce que l'on croit. Enfants d'une société individualiste, les membres de la génération Y auraient perdu le goût de la chose publique. Ils tourneraient le dos aux partis politiques, ainsi qu'aux isoloirs : environ 20% des électeurs nés après 1980 ne se sont pas rendus aux urnes lors des dernières élections présidentielles, selon l'Insee. C'est presque deux fois plus que pour les Français nés entre 1945 et 1979.

Ce que les chiffres montrent. Les résultats de l'étude "Génération Quoi ?" confirment un désintérêt pour l'engagement partisan. Seuls 7% des plus de 120 000 répondants âgés de 18 à 34 ans affirment avoir "essayé, et aimé" le militantisme politique. Ils sont 55% à indiquer "ne pas être intéressés" par la chose, et 5% à affirmer avoir essayé, mais ne pas avoir été conquis.

Sarah, étudiante en commerce de 22 ans à Lyon (Rhône), explique son désintérêt par un décalage entre les promesses électorales et les actes. "On ne peut jamais savoir si ce qui est promis par les politiques sera effectivement fait, ni si ce qu'ils disent est une véritable conviction ou un simple positionnement électoral", juge-t-elle. "Tout ça me paraît trop brouillon, trop lointain."

Rien de surprenant à cela, estime Anne Muxel. Directrice de recherche au Cevipof, le centre de recherches politiques de Sciences Po, et auteure d'Avoir 20 ans en politique (2010, Seuil), elle explique que le fonctionnement des partis "ne correspond pas à la conception de l'engagement que se font les jeunes". A une organisation verticale jugée archaïque, ils préfèrent la mobilisation ponctuelle autour d'une cause facile à identifier et à défendre, comme le retour de Leonarda, la collégienne kosovare interpellée lors d'une sortie scolaire. Mais le manque d'attractivité des partis va au-delà des 18-34 ans, tient à souligner la spécialiste : "L'engagement militant est très marginal, puisqu'il ne concerne qu'environ 2% des Français", explique-t-elle.

La génération Y garde en revanche un réel attachement au bulletin de vote. Cinquante-six pour cent des sondés entre 18 et 34 ans indiquent qu'ils ne "pourraient pas être heureux sans voter". Ce qui ne les empêche pas d'être très critiques envers la classe politique : seuls 14% des 18-34 ans ayant répondu à l'enquête ont "plutôt" ou "tout à fait confiance" en elle.

"Je me sens profondément de gauche, mais les partis politiques ne m'inspirent pas confiance", raconte ainsi Maryne, 24 ans, qui travaille dans le secteur culturel à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). "J'ai l'impression que dans la plupart des cas, ce sont des clans de mafieux." Un jugement sévère, mais largement partagé : plus d'un sondé sur deux (51%) estime que "presque tous" les responsables politiques sont corrompus. Ils ne sont que 2% à penser que seule une infime minorité est concernée.

Mais là encore, explique Anne Muxel, "c'est un phénomène qui concerne l'ensemble de la société". "Les jeunes ne font que refléter la dégradation du lien de confiance des citoyens envers leurs représentants", dit-elle. Le baromètre de la confiance politique publié en janvier par son centre de recherche indique ainsi que 52% des Français ne font confiance ni à la droite, ni à la gauche pour gouverner le pays.

#### A part l'armée, ils ne croient plus à la plupart des institutions

Ce que l'on croit. *"Police machine matrice d'écervelés mandatés par la justice / Sur laquelle je pisse / Aucunement représentatif de l'entière populace / Que dois-je attendre des lois, des flics / Qui pour moi ne sont signe que d'emmerdes ?"* chantait NTM en 1993. Police, justice, armée : les 18-34 ans ne feraient pas confiance aux corps constituants de l'Etat.

Biberonnée au rap, cette génération a connu les émeutes des banlieues en 2005 et son cortège de voitures brûlées, ainsi que des manifestations parfois tendues, comme celles contre le CPE en 2006.

Ce que les chiffres montrent. A part l'armée, qui recueille une majorité d'opinions favorables (57% des sondés ont *"plutôt"* ou *"tout à fait"* confiance en elle), le crédit des institutions est sensiblement entamé. Cinquante-trois pour cent des 18-34 ans interrogés ne font peu ou pas confiance à la police, et 54% ont un sentiment identique vis-à-vis de la justice.

Même l'Union européenne, avec laquelle ils ont grandi, est considérée avec défiance : 18% n'ont pas du tout confiance en elle, 39% plutôt pas. *"Le problème de l'Union, c'est qu'elle a le cul entre deux chaises"*, juge ainsi Sarah, de Lyon. *"Elle a trop de pouvoirs ou pas assez, mais elle est en tout cas moyennement efficace. Cela pourrait changer avec une vraie gouvernance commune, mais ce n'est pas pour demain"*, continue l'étudiante.

Anne Muxel n'est, là encore, pas surprise par ces chiffres. *"La société est en crise, les jeunes se sentent menacés, ne trouvent pas de travail... Toutes les institutions auxquelles ils pourraient faire confiance pâtissent de cette situation"*, explique la chercheuse, qui relève toutefois que ces entités ont une meilleure image que la classe politique.

### **Ils ne font plus confiance aux médias pour les informer**

Ce que l'on croit. Connectés depuis l'enfance, la génération Y utiliserait avant tout internet pour s'informer et nourrirait une certaine méfiance à l'endroit des médias traditionnels.

Ce que les chiffres montrent. Les résultats de l'enquête *"Génération Quoi ?"* sonnent comment un désaveu cinglant pour les journalistes : 86% des 18-34 ans interrogés indiquent faire peu ou pas du tout confiance aux médias. Ce qui n'empêche pas la majorité d'entre eux de confier ne pas pouvoir se sentir heureux sans être informée.

Claire, 25 ans, travaille dans le secteur médical en région parisienne. Elle pense que *"les politiques ont un sacré pouvoir sur les médias"*. *"Pas facile, du coup, de démêler le vrai du faux"*, explique-t-elle. Maryne, d'Aix-en-Provence, tient pour sa part à *"ne jamais regarder les infos à la télé"*. Elle préfère utiliser Twitter et *"aller sur des sites critiques mais drôles, comme Brain Magazine"*, pour trouver des infos.

Laurence Corroy, maître de conférences à l'université Sorbonne-Nouvelle et spécialiste de la consommation et des pratiques médiatiques des jeunes, explique les raisons de cette défiance envers les organes de presse traditionnels. *"Comme les autres franges de la population, ils reprochent aux journalistes d'être trop proches des milieux politiques, de sortir des mêmes écoles qu'eux, ou encore d'être trop parisiens"*, dit-elle.

*"Leur singularité réside dans le fait de ne pas se retrouver dans l'image d'eux qui est véhiculée par les médias"*, continue la chercheuse. *"Ils s'estiment caricaturés, particulièrement lorsqu'on parle des jeunes de banlieue. Et, surtout, les journalistes leur donnent moins la parole."*

Commentaire.

A boire et à manger ici. Je remarque seulement qu'ils ont donné la parole à une étudiante en commerce, deux personnes travaillant dans les secteurs culturel et médical, à une chercheuse de Sciences Po et à un maître de conférences à l'université, aucun jeune ouvrier, pas une seule employée, vendeuse, caissière, pas un seul chômeur, à croire qu'ils n'existent pas où qu'il fallait les faire disparaître.

Tout n'est pas à jeter ici, mais ils passent volontiers, l'air de rien, de certains clichés à d'autres clichés bien orientés et qui confirment que l'idéologie dominante est bien ancrée dans les cerveaux.

Au lieu de se faire manipuler par la télévision ou les médias nationaux, ils sont manipulés par des portails Internet. Ils croient déjouer la manipulation des grands partis pour se faire manipuler par des partis plus petits qui sont des appendices des plus grands. Ils croient ne pas tomber dans le panneau de la pensée unique pour tomber dans celui de l'idéologie néolibérale qui avance masqué et plus difficile à détecter parce que le PS, la gauche et l'extrême gauche s'en font le porte-parole.

Autrefois on disait qu'il était plus facile de savoir ce qu'on ne voulait plus que de savoir ce que l'on voulait, aujourd'hui comme hier d'ailleurs selon moi, peut-être à un degré plus élevé que par le passé, il faut ajouter qu'il est encore plus difficile de savoir comment faire pour obtenir ce qu'on veut, d'où la tentation de trouver un raccourci et verser dans l'individualisme ou l'illusion qu'on pourrait le trouver spontanément, malheureusement cela ne correspond pas à la réalité. Les voies de l'enfer sont semées de bonnes intentions.

Acquérir la méthode qui permet d'interpréter la société et le monde dans une perspective progressiste ou révolutionnaire, autrement dit le marxisme ou le matérialisme dialectique et historique, ne s'improvise pas, n'est pas le produit d'un phénomène spontané.

L'homme ne vient pas au monde doté d'un état de conscience supérieur. Cette faculté n'est pas innée chez l'homme, elle ne se décrète pas non plus, et elle ne se développe pas forcément dans le cerveau des gens habitués à l'utiliser de manière intensive comme les chercheurs ou les scientifiques ou les intellectuels en général, chez lesquels cet état de conscience n'est pas plus développé que chez un ouvrier. On voit là à quelle difficulté nous avons à faire.

On ne peut l'acquérir qu'en partant de la matière qui constitue les rapports sociaux qui existent dans la société en observant et analysant les différentes transformations qu'ils ont connues au cours des siècles précédents, principalement tout au long du développement historique du capitalisme, le processus dialectique qui s'est déroulé et dont la situation que nous avons sous les yeux est le produit ou la continuité, au cours duquel différents facteurs ont été amenés à jouer un rôle déterminant dans l'évolution de la société et de l'humanité jusqu'à nos jours, au point de les orienter dans une direction ou une autre selon un rapport de force (entre les classes), l'individualisme, l'injustice, les inégalités, la guerre, la dictature, la barbarie ou leur contraire, qui théorisé s'appelle le socialisme. (pour faire bref)

Ajoutons, que l'observation et l'analyse ne suffisent pas, il faut mettre en pratique les conclusions auxquelles nous sommes parvenues en participant à la lutte des classes pour les valider, en vérifier la pertinence ou l'exactitude à travers les résultats obtenus ou les enseignements qu'on en tirera qui alimentera ou enrichira en permanence cet état de conscience qui doit encore progresser.

Pratique incompatible avec une action individuelle sur le plan politique ou décidée sur un coup de tête sans orientation politique précise, il nous faut admettre que n'ayant pas atteint un niveau de conscience supérieur, sauf à se prendre pour ce qu'on n'est pas, pour orienter notre action dans la bonne direction, lui donner un contenu politique correct ou conforme au but ou à la cause que l'on défend, on a besoin d'un cadre organisé qui incarne ce niveau de conscience au plus haut degré pour tirer profit ou des enseignements de cette expérience qui nous serviront pour la suite de notre combat.

De plus, il va de soi sans préjuger du résultat d'une action, victoire ou défaite, défaite le plus souvent, ce qui n'a pas vraiment d'importance, qu'une action menée consciemment et collectivement recelle un potentiel, une puissance supérieure à une somme d'individualités en mouvement sans direction ou contenu précis ou souvent contradictoires, facilement manipulables, potentiel qui se traduira par le ralliement à nos idées de nouveaux travailleurs et jeunes qui viendront grossir les rangs de notre parti.

## Un article AFP du 22 octobre 2013

### L'Union européenne relance les négociations d'adhésion avec la Turquie. (23.10)

L'Union européenne a décidé d'ouvrir mardi un nouveau chapitre dans les négociations d'adhésion avec la Turquie après trois ans de paralysie, a annoncé la présidence lituanienne de l'UE.

Suivant les recommandations de la Commission européenne, les ministres de l'UE chargés des Affaires européennes, réunis à Luxembourg, ont donné leur feu vert à l'ouverture, le 5 novembre, du chapitre 22 portant sur la politique régionale.

La décision formelle d'ouvrir un nouveau chapitre dans les négociations d'adhésion avec Ankara avait été prise en juin avant d'être ajournée, notamment sous pression allemande, en raison de la répression par les autorités turques de la vague de contestation civile partie de la place Taksim à Istanbul.

Le commissaire à l'Élargissement, Stefan Füle, s'est félicité de la décision des ministres, y voyant un "pas important" pour le rapprochement UE-Turquie.

*"Les récentes évolutions en Turquie soulignent l'importance de l'engagement de l'UE et de ce que l'UE reste la référence pour les réformes en Turquie. A cette fin, les négociations d'adhésion doivent retrouver de l'élan", a-t-il ajouté.*

Dans son rapport de suivi la semaine dernière, la Commission européenne avait dénoncé le *"recours excessif à la force de la police"* en juin, mais salué les *"pas importants"* faits malgré tout par le pays en matière de démocratie.

L'ancienne ministre française de la Justice, Rachida Dati, eurodéputé PPE (centre-droit) a, au contraire, dénoncé une décision *"irresponsable dans le contexte de crise européenne actuelle"*.

*"La Turquie n'a pas vocation à entrer dans l'Union européenne", a soutenu Mme Dati. "L'UE doit plus que jamais marquer une pause durable dans son élargissement"*.

La Turquie est officiellement candidate depuis 1999, mais le processus de négociations, engagé en 2005, s'avère le plus lent jamais mené par l'UE avec un aspirant à l'adhésion.

Il se heurte aux réserves de Paris et Berlin à l'entrée d'un pays de 76 millions d'habitants à majorité musulmane, et à l'absence de règlement du cas de Chypre, dont la partie nord est occupée depuis 1974 par les troupes turques.

Sur les 35 chapitres de négociations, treize ont été ouverts et un seul a jusqu'ici pu être bouclé. L'UE a en outre gelé des pans entiers de négociations face au refus de la Turquie d'élargir à la République de Chypre, membre de l'UE, le bénéfice des accords de libre circulation qui la lient au bloc européen

Le chapitre 22 portant sur la politique régionale sur lequel les deux parties vont reprendre langue concerne un sujet parmi les plus consensuels.

Souhaitant faire levier pour garantir la poursuite des réformes de démocratisation en Turquie, la Commission entend aussi entrer dans le vif du sujet. Elle a demandé aux 28 Etats de dégager la voie à l'ouverture de deux autres chapitres portant sur les droits fondamentaux, la justice, la liberté et la sécurité.

La Turquie s'était réjouie samedi des bons points décernés par la Commission, y voyant la reconnaissance de sa *"détermination à mener les réformes"*

*"Le niveau atteint aujourd'hui par la Turquie en termes de démocratisation, de droits de l'homme et de développement économique est incontestablement le plus proche des standards de l'UE jamais atteint", avait jugé le ministre turc des Affaires européennes, Egemen Bagis.*

Mais il avait rejeté les critiques de la gestion de la fronde de juin par le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan, soulignant que "*le recours à la violence et aux méthodes illégales ne sera jamais considéré comme un moyen de faire respecter ses droits*" en Turquie.

Commentaire.

Après avoir atterri en Turquie, c'est en franchissant la frontière qui sépare ce pays de la Syrie que près de 100.000 mercenaires djihadistes armés se sont infiltrés en Syrie, donc avec la complicité des autorités turques qui n'est plus à prouver. L'offensive armée pour le compte des Etats-Unis et l'Etat sioniste contre la Syrie et le peuple syrien a été perpétrée à partir de la Turquie des Frères musulmans ayant à leur tête le Qatar, l'Arabie saoudite passant par la Jordanie.

C'est le rôle attribué ou plutôt reconnu à la Turquie, puisque ce sont les Américains qui en ont décidé ainsi, dans cette guerre par la Grande-Bretagne, la France et en général par l'Union européenne, qui permet aujourd'hui de réactiver le processus d'intégration de la Turquie dans l'UE et au ministre turc des Affaires européennes d'affirmer à la face du monde que "*le niveau atteint aujourd'hui par la Turquie en termes de démocratisation, de droits de l'homme (...) est incontestablement le plus proche des standards de l'UE jamais atteint*" qui en réalité coïncide avec ceux de la dictature américaine, qui par ailleurs a toujours prôné l'intégration de la Turquie dans l'UE, sans doute pour y précipiter le chaos et la guerre civile ou un climat de guerre civile permanent.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que Bruxelles envisage sérieusement l'intégration dans l'UE un Etat qui soutient ouvertement les barbares d'une cruauté inouïe qui massacrent la population civile en Syrie, c'est conforme à sa nature, démocratique évidemment et à son message de paix dans le monde, sans rire.

Pour finir, sachant que ce sont les pays les plus peuplés de l'UE qui ont le plus de poids dans ses institutions et qu'en cas d'adhésion la Turquie serait le pays le plus peuplé de l'UE avec ses quelque 80 millions d'habitants, on voit d'ici quelle orientation politique prendrait l'UE, celle d'une farouche dictature, une confirmation en somme, en plus accentuée encore.

## Un article Liberation.fr du 22 octobre2013

### Le sultan Hassanal Bolkiah impose la charia à Brunei. (23.10)

Brunei, petit sultanat situé sur l'île de Bornéo extrêmement riche grâce à ses réserves d'hydrocarbures, a introduit hier la charia, la loi islamique. Le sultan Hassanal Bolkiah, 67 ans, a annoncé dans un discours officiel la promulgation d'un code pénal islamique qui entrera progressivement en vigueur dans les six mois à venir. La nouvelle législation, qui faisait l'objet de débats depuis des années, prévoit l'amputation de membres pour les voleurs, la flagellation pour la consommation d'alcool ou l'avortement, ainsi que la lapidation en cas d'adultère.

*«Avec l'entrée en vigueur de cette législation, nous remplissons notre devoir envers Allah», a déclaré le sultan, dont le patrimoine, qui a beaucoup fondu ces dernières années, est quand même estimé à 14,6 milliards d'euros. Le sultan, qui s'offre une nouvelle conduite, possède une collection de 130 Rolls-Royce et de 367 Ferrari. Les 400 000 habitants de Brunei sont musulmans aux deux tiers, avec une forte présence bouddhiste (13 %) et chrétienne (10 %) qui, eux, ne seront pas soumis à la charia. Le sultan Hassanal Bolkiah a assuré dans son discours que l'application de la charia «n'entamait en rien la politique [de son pays]... en tant que membre de la famille des nations».*

Commentaire.

Quelle famille, on préférerait être orphelin !

## Un article lemonde.fr du 23 octobre 2013

### Zone euro : les banques ont encore besoin d'être recapitalisées. (24.10)

Les analystes financiers de Royal Bank of Scotland ont tiré les premiers. Mercredi 23 octobre, la Banque centrale européenne (BCE) avait à peine publié son calendrier et sa méthode pour évaluer l'état de santé des grandes banques de la zone euro et exiger le cas échéant des recapitalisations - les actifs et les risques de 124 établissements seront examinés à partir de novembre, pour des résultats publiés à l'automne 2014 -, qu'ils publiaient leur estimation des besoins en capitaux futurs : selon leurs calculs, les onze plus grosses banques de l'Union monétaire (dont BNP Paribas, Deutsche Bank, ou encore Santander) auront besoin de 47 milliards d'euros supplémentaires au cours des trois à cinq ans à venir.

Pour important qu'il soit dans un contexte de ralentissement économique, ce chiffrage serait parfaitement gérable, estiment les analystes de RBS. Il suffirait ainsi de trois années de mise en réserve des résultats de ces banques pour obtenir 18 milliards d'euros. Le reste pourrait être trouvé auprès des investisseurs sur les marchés financiers par le biais d'augmentation de capital et également au moyen d'efforts accrus pour réduire la taille des bilans...

De fait, s'agissant de ce dernier point, moins une banque a d'engagements, moins elle doit mettre en face des capitaux propres pour couvrir ses risques. Toutefois, pour RBS, cet effort devra être conséquent, avec une réduction des bilans, pour ces onze banques, de 661 milliards d'euros au total. Pour les établissements de petite et moyenne tailles, en revanche, *"le tableau est moins rose"*, écrivent les auteurs de l'étude.

Selon leurs travaux, l'ensemble des banques de la zone euro (y compris celles de petite et moyenne taille qui ne font pas partie de l'examen conduit par la BCE) auraient besoin, pour renforcer leurs fonds propres au niveau exigé par les nouvelles règles dites de Bâle III, de déléster leurs bilans d'un total de... 2 800 milliards d'euros au cours des trois à cinq prochaines années.

Ce qui signifie, pour elles, d'importantes ventes d'actifs et d'activités... et devrait avoir un effet non négligeable sur certains types de financements. Déjà, depuis mai 2012, rappelle RBS, l'ensemble des bilans bancaires - jugés hypertrophiés, après la crise de la zone euro - ont décréu de 3 300 milliards d'euros...

L'évaluation publiée par RBS sera suivie de nombreuses autres d'ici la publication des résultats de la revue des bilans conduite par la BCE, avec l'aide des banques centrales nationales, dans un an, et la parution, à la même échéance, des tests de résistance menés en parallèle par l'Autorité bancaire européenne (sur la base d'hypothèses de chocs financiers plus ou moins sévères).

La pression va donc monter sur les banques européennes, notamment les grandes, pour qu'elles renforcent leurs capitaux propres sans attendre, en vue des recapitalisations de précaution qu'exigera la BCE. L'enjeu de ces travaux est important : doter les investisseurs de la zone euro d'une vision claire et incontestable de la santé des banques européennes, à l'horizon 2014... Soit sept ans après le début de la crise bancaire de 2007.

Un préalable au retour de la confiance, indispensable en économie de marché. Selon toute vraisemblance, les banques situées dans les pays fragiles ou sous assistance financière (Irlande, Espagne, Portugal, Italie...) afficheront les plus gros déficits en capitaux.

### Complément de l'AFP que Le Monde a ignoré... volontairement semble-t-il

Autre écueil: une fois le diagnostic posé, il faudra que les outils de recapitalisation des banques soient en place. Or les négociations ne sont pas terminées à ce sujet.

La Commission européenne privilégie l'implication des actionnaires et des créiteurs privés, avant de faire appel à de l'argent public au niveau national puis européen. Or M. Draghi, dans une lettre adressée à la Commission cet été et rendue publique récemment, s'inquiète d'une déstabilisation des marchés financiers en cas d'"interprétation trop stricte" de ce principe, jugeant que *"les aides d'Etat devraient être possibles pour recapitaliser les banques à titre préventif"*.





## Un article AFP du 26 octobre 2013

### L'Afrique de l'Ouest décide de hâter ses pas vers un marché unifié. (28.10)

Réunis en sommet extraordinaire vendredi à Dakar, les dirigeants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont pris une série de décisions destinées à hâter la création d'un marché unifié dans cette région de 15 pays à partir de janvier 2015.

Même si des questions d'ordre politique étaient inévitables, le sommet a consacré une grande partie de ses travaux aux questions économiques: cordon douanier régional unique, monnaie communautaire, négociations commerciales avec l'Union européenne (UE) entre autres.

*"Les chefs d'Etat et de gouvernement ont réaffirmé leur ferme engagement pour le développement de la région à travers l'approfondissement de l'intégration économique",* selon le communiqué du sommet lu à l'issue des travaux par le président de la Commission de la Cédéao, Kadré Désiré Ouédraogo.

Ils ont pris une série de *"décisions spécifiques"* en vue d'atteindre cet objectif, la mesure phare étant l'instauration d'un *"tarif extérieur commun (TEC)"* de la Cédéao, qui sera un cordon douanier unique, applicable à toutes les marchandises provenant de pays non membres à partir du 1er janvier 2015.

Pour les dirigeants ouest-africains, cette *"union douanière"* est une *"étape décisive et irréversible dans le processus de consolidation du marché commun"*, et ils ont validé des recommandations de leurs ministres concernant *"les mesures complémentaires de protection (douanière) relatives à la taxe d'ajustement à l'importation et à la taxe complémentaire de protection pour permettre un ajustement progressif de l'application harmonieuse du TEC qui interviendra à partir du 1er janvier 2015"*, selon le communiqué.

*"Avec l'adoption du TEC, nous constituons désormais un bloc commercial solide et compétitif, capable d'améliorer la contribution de notre organisation et de nos Etats dans les échanges mondiaux et de dynamiser le commerce intra-communautaire",* a déclaré le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara, président en exercice de la Cédéao, dans son discours de clôture du sommet.

*"Nous avons aujourd'hui fait un pas important et franchi une étape supplémentaire pour la consolidation de notre union et l'approfondissement de notre intégration communautaire",* a estimé M. Ouattara.

"Nouveau scénario d'accès au marché" de l'Afrique de l'Ouest

Les dirigeants de la Cédéao ont par ailleurs confirmé leur calendrier pour la création d'une monnaie unique en Afrique de l'Ouest en 2020.

Créée en 1975, la Cédéao est une véritable mosaïque, avec environ 300 millions d'habitants répartis entre des pays francophones, anglophones et lusophones, qui utilisent différentes monnaies.

Huit de ses Etats membres ont en commun le franc CFA arrimé à l'euro et sont rassemblés au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa): Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

Chacun de ses sept autres pays membres a sa monnaie: Cap-Vert (escudo), Gambie (dalasi), Ghana (cédi), Guinée (franc guinéen), Liberia (dollar libérien), Nigeria (naira) et Sierra Leone (leone).

La Cédéao espère la création à partir de 2015 d'une monnaie unique pour ces sept pays au sein d'une deuxième sous-entité régionale, la Zone monétaire d'Afrique de l'Ouest (ZMAO), qui fusionnera ensuite avec l'Uémoa pour faciliter la création de la zone monétaire unique en 2020.

Le sommet a invité *"les Etats membres (...) à prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la convergence de leurs politiques macroéconomiques nécessaires à l'opérationnalisation de la deuxième zone monétaire"*.

Autre point discuté à Dakar: les accords de partenariat économique (APE) que tente de conclure l'UE avec des pays en développement, sans grand succès. Les négociations piétinent depuis plus de 10 ans notamment parce que les pays africains craignent que l'ouverture des marchés ne fragilise leurs économies.

Les dirigeants ouest-africains ont souhaité un "*APE régional équitable axé sur le développement*", estimant que la perspective du TEC Cédéao constituait "*un nouveau scénario d'accès au marché*" de la région.

*"Le sommet demande aux négociateurs en chef de l'Afrique de l'Ouest de reprendre diligemment les discussions avec la partie européenne dans l'optique de conclure dans les meilleurs délais l'accord régional", en souhaitant "la flexibilité nécessaire des deux parties dans la recherche des compromis sur l'ensemble des questions" en discussions et ce, dans l'intérêt mutuel des deux régions.*

En Afrique de l'Ouest, l'UE a cependant déjà conclu des APE intérimaires avec le Ghana et la Côte d'Ivoire.

Ces accords intérimaires devraient être remis en cause en cas d'accord régional, avait indiqué Kadré Désiré Ouédraogo lors d'une rencontre avec la presse internationale à Dakar deux jours avant le sommet.

## Un article AFP du 26 octobre 2013

### Idées, partis, leaders: la crise est aussi politique en France. (28.10)

Leadership contesté, identités brouillées, partis morcelés: la France connaît une crise politique d'une ampleur telle que des experts et acteurs s'alarment, tout en misant sur des institutions à même d'amortir le choc.

Le diagnostic est implacable: "*Le système politique est en train de s'effondrer sous nos yeux*", s'émeut Bruno Le Maire, ex-ministre UMP. "*On n'a jamais connu une telle crise*", renchérit Pascal Perrineau du Cevipof. D'autant qu'"*on est dans le temps court d'un quinquennat, et il n'y a plus d'amortisseurs*".

(La Maire regrette l'époque où un monarque pouvait monopoliser le pouvoir pendant 14 ans, 10 ans c'est déjà long, 5 ans c'est trop aussi ! Ils balisent, ils craignent qu'un jour les masses décident de prendre directement entre leurs mains leur destin. - ndlr)

Symptômes de cette crise: abstention croissante, percée électorale du FN, impopularité record du chef de l'Etat, sondages calamiteux pour les patrons de l'UMP comme du PS, affrontements fratricides entre alliés (EELV contre le gouvernement, Parti de gauche contre PCF) ou au sein des partis (Jean-François Copé contre François Fillon, éviction brutale du numéro un écologiste Pascal Durand, élus quittant leur parti).

(La crise politique qui est celle du système capitaliste se répercute dans tous les partis, sans exception. - ndlr)

La frontière droite-gauche, la plus structurante de la vie politique hexagonale, devient plus floue. "*Il y a un brouillage idéologique, tous ces partis rassemblent des leaders dont on se dit: mais qu'est ce qu'ils font ensemble!*", s'exclame M. Perrineau.

(Tous montent au créneau pour soutenir à bout de bras un régime à bout de souffle. Hier, le PS et ceux de gauche ou d'extrême gauche le soutenaient d'une autre manière ou plus discrètement, les masques tombent. - ndlr)

Jean-Christophe Cambadélis (PS) pointe une "*technocratisation du discours*" qui "amène à la réduction du clivage gauche-droite".

(Il s'agit plutôt d'une uniformisation du discours politique, dans la mesure où ils sont tous inféodés au néolibéralisme, les nuances entre conservatisme, néoconservatisme, libéralisme et néolibéralisme disparaissent du fait de l'emprise croissante de l'oligarchie financière sur l'économie, de la soumission de tous les partis de droite le PS inclu au néolibéralisme, la gauche ou ce qu'il appelle la gauche de la gauche, le Front de gauche, incarne dorénavant le conservatisme bourgeois, et encore, ses positions empiètent sur le néolibéralisme quand il refuse de rompre avec l'UE, la BCE, l'euro et l'ONU, des créations néolibérales par excellence, y mêlant des positions social-patriotes, tout comme l'extrême gauche. - ndlr)

"*Le PS assume-t-il oui ou non ses choix sociaux-démocrates? L'UMP qui prétendait rassembler le centre se droitise-t-elle ou non?*", demande M. Perrineau.

(En période de crise la droite se droitise, c'est normal, le PS aussi puisqu'il est le droite il a la même réaction. Etre social-démocrate signifie être conservateur aujourd'hui, souverainiste, social-patriote, réformiste, autant de notions réactionnaires ou qui sont incompatibles avec la crise du capitalisme. - ndlr)

Pour M. Le Maire, "*la droite a suivi la gauche*". "*Nous avons pensé comme elle que le progrès, c'était le progrès social*". Pour son collègue PS, "*la gauche s'interroge sur la validité du réformisme à l'époque de la toute-puissance du marché et la domination du capital financier*".

(Monsieur Le Maire est un hypocrite, la "*la droite a suivi la gauche*" signifie qu'elle n'a pas eu le choix face à la résistance des masses, car la droite, le patronat ou la bourgeoisie n'ont jamais été progressistes naturellement, ils y ont été forcés lors de la période ascendante du capitalisme, et ils ont du subir le reste du temps sous les coups de la lutte de classe du prolétariat. Foutaise, personne ne "*s'interroge sur la validité*"

*du réformisme*" qui est incompatible avec l'existence du système capitalisme en situation de survie artificielle grâce à la planche à billets des banques centrales et le formidable endettement des Etats, des entreprises, de la population. - ndlr)

## Brouillage

Les deux députés se renvoient indirectement la balle: M. Cambadélis jugeant que *"la droite ne s'est pas repensée idéologiquement"*, l'élu de l'Eure considérant que *"la gauche est dans un no man's land idéologique"*. Ce *"gigantesque brouillage idéologique ne sert que le FN"*, résume l'ex ministre.

(Tous deux refusent de regarder la réalité en face et on comprend parfaitement pourquoi puisqu'ils sont sur la même longueur d'onde, la droite s'est repensée idéologiquement puisqu'elle est passée du conservatisme, au libéralisme puis au néolibéralisme, tandis que le PS est passé du réformisme bourgeois qui avait valeur de conservatisme au libéralisme puis au néolibéralisme, on s'aperçoit ici qu'en réalité ils ont suivi le même parcours, au départ en parallèle pour finalement se rejoindre parce qu'il n'y a plus de place pour le réformisme.

Et il faut voir dans ce que Le Maire appelle le *"gigantesque brouillage idéologique"*, davantage l'expression des illusions que les masses avaient dans le capitalisme et les partis qui étaient censés représenter leurs intérêts dans le passé, plutôt que des illusions dans le capitalisme ou ces partis à l'heure actuelle. Autrement dit, l'attitude des masses coïncide avec leur incompréhension de la nature et du rôle précis qu'ont joué les partis qui se prétendaient de gauche depuis plus d'un demi-siècle, ainsi que le fonctionnement du capitalisme sur lequel ils ont tous menti aux travailleurs en le présentant comme le système économique idéal une fois réalisé le *"gigantesque brouillage idéologique"* entre stalinisme et socialisme pour se débarrasser de ce dernier, toute alternative au capitalisme ayant disparu à l'horizon, il ne reste plus aux masses qu'à s'en remettre à un sauveur suprême. - ndlr)

Le politologue Philippe Braud relève que des clivages ont toujours existé au sein des formations: *"ruraux versus urbanisés, public versus privé, catholiques versus laïques, nationalistes versus européens"*. A chaque crise *"ils réapparaissent, facilitant la pérennité de multiples partis en marge des deux grands et fragilisant les effets électoraux de la bipolarisation"*, cette organisation en deux pôles, constante française accentuée par la Ve République et l'élection directe du chef de l'Etat.

(A ces *"clivages"* le PS, la gauche et l'extrême gauche se sont employés à en ajouter qui sont de puissants ferments de dislocations des partis et de tous les rapports sociaux sur des bases sexistes, sexuelles, mondialistes, etc. A chaque crise, en période électorale ou tout simplement pour gouverner, ils réapparaissent parce qu'il y a toujours des partis pour les manipuler et en tirer profit, le Bonaparte de service et le gouvernement en place aussi.

C'est uniquement l'illusion que le PS était de gauche et que le PCF était un parti communiste qui a permis à la Ve République de se maintenir jusqu'à nos jours, d'atteler ces deux *"pôles"* à sa préservation, parce qu'ils n'en formaient qu'un en réalité, même si à l'extérieur des institutions il existait bien deux *"pôles"* distincts qui existent toujours, la classe des exploités et celle des exploités dont les intérêts sont antinomiques et irréconciliables. On pourrait dire que le Président de la République incarne au plus haut degré le corporatisme, une dictature, celle du capital que nous devons renverser. -ndlr)

Ce brouillage aboutira-t-il à une recomposition en trois pôles, PS/UMP/FN? M. Cambadélis a été le premier à le formuler. *"Le tripartisme, dont un d'extrême droite, va bousculer le champ politique"*, assure-t-il.

Bruno Le Maire n'y croit pas: *"je vois bien la percée du FN, mais ce n'est pas un parti de gouvernement"*.

*"Le FN peut faire jeu égal dans des élections dont la portée échappe largement aux citoyens (cantonales, européennes), mais son score en termes d'élus demeurera modeste aux municipales"*, prévoit M. Braud. Toutefois, *"s'il était significatif, ce serait pour lui le risque d'une crise d'identité, tant son programme est irréaliste"*.

(Pour le coup, cela déboucherait sur une véritable crise politique, où les contradictions qui se font jour dans tous les partis exploseraient, il est trop tôt pour aborder la suite, on y reviendra plus tard. - ndlr)

Même s'ils ne devaient pas être ébranlés par le FN, les partis souffrent. *"Leur crise est profonde, il faut la prendre très au sérieux"*, avertit M. Perrineau, pour qui *"assez peu représentatifs, ils ont perdu leurs racines"*.

(Disons que les nouveaux masques qu'ils se confectionnent à la hâte au fur et à mesure que la crise du capitalisme s'amplifie tombent en lambeaux à une vitesse supérieure à celle qu'il en faut pour en revêtir un autre, entre temps c'est leur véritable visage ou nature qui apparaît au grand jour, ce qui présente un réel danger pour le régime et les institutions. - ndlr)

Le Maire tranche: *"nous restons une aristocratie"*. Au coeur de son réquisitoire: *"une haute fonction publique qui truste les postes, sans prendre aucun risque"*. *"Initiatives bloquées, pas d'ascenseur social, le système est à bout de souffle"*.

(On croirait entendre certains critiques de *"gauche"*, sans rire. - ndlr)

*"Les partis ont toujours eu du mal à s'adapter aux évolutions de la société car leur préoccupation est d'abord la rentabilité électorale"*, explique M. Braud. D'ailleurs via internet et réseaux sociaux, *"les citoyens se sentent instruits par d'autres canaux, préfèrent se tenir à distance des consignes de parti. Les mobilisations importantes sont accompagnées par les partis plutôt que déclenchées par eux"*. Exemple: *"la manif pour tous"*.

(Mauvais exemple, mais normal dans un article de l'AFP, en effet la réaction est toujours plus apte à se mobiliser spontanément, là aussi c'est normal, elle a plus à perdre et elle a conscience de ses intérêts de classe, ce qui n'est pas le cas du prolétariat. A entendre ce monsieur Braud, les *"évolutions de la société"* se produiraient naturellement sans que rien ni personne n'en soit à l'initiative et les partis suivraient comme des moutons, alors qu'en réalité c'est la classe dominante par le canal de ses lobbies, officines ou des médias qui prend l'initiative de lancer telle ou telle campagne sur un thème donné, qui soumet une question précise à la population en l'orientant dans une direction politique déterminée, les masses en tant que telles n'ont absolument aucun pouvoir en la matière, faire croire le contraire est une supercherie. - ndlr)

De plus, déplore M. Cambadélis, *"seule la posture médiatique fait sens"*. *"Une pensée nuancée ou dialectique est ravalée à la langue de bois ou la mollesse. S'ensuit une série de polémiques formatées pour le débat télévisé. La pipolisation, les batailles de leadership occupent tout l'espace"*.

(Tenez, Cambadélis confirme à sa manière ce qui vient d'être dit. Ce dont il feint de se plaindre ensuite, il en a profité à fond également ! - ndlr)

Eclatement

Mais *"le parti comme communauté de destin, reste"*, croit celui qui voulait diriger le PS.

(Il faut entendre par *"communauté de destin"* des intérêts corporatistes, des privilèges de castes auxquels tiennent par dessus tout la classe moyenne et la petite-bourgeoisie. - ndlr)

Les tendances centrifuges minent cependant les formations classiques: socialistes rejoignant le Parti de gauche, Debout la République (Dupont-Aignan) ou UDI se détachant de l'UMP, création éphémère du groupe parlementaire RUMP...

S'il y a *"objectivement des raisons pour l'éclatement"*, M. Perrineau constate que *"le mode de scrutin et la bipolarisation rendent prudents ceux qui ont des vocations scissionnistes"*. *"C'est l'approche du scrutin présidentiel qui va clarifier les choses et le désir de l'emporter, ajoute M. Braud, sera un puissant facteur de remobilisation"*.

(Ils n'interprètent pas la situation mais l'observe par le petit trou de la lorgnette du bonapartiste pour lequel la situation serait définitivement scellée jusqu'en 2017, or rien n'est moins sûr. Bien des événements sur le plan social peuvent se produire d'ici là qui alimenteront la crise de tous les partis et des institutions. - ndlr)

## Un article AFP du 28 octobre 2013

### L'épargne des Français, forteresse quasi inviolable. (30.10)

La volte-face fiscale du gouvernement ce week-end a montré à quel point l'épargne était un domaine sensible pour les Français, qui gardent jalousement un bas de laine parmi les mieux remplis au monde.

La France affichait en 2012 un taux d'épargne des ménages de 15,6% du revenu disponible brut, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, soit l'un des plus élevés d'Europe. Ce taux était la même année de 10,95% pour la moyenne des 27 pays de l'Union européenne (source: Eurostat). En zone euro, seuls les Allemands épargnent plus que les Français.

Pour donner un ordre de grandeur, l'Insee a calculé que le patrimoine net accumulé par les ménages français pesait fin 2011 un peu plus de 10.300 milliards d'euros, ce qui équivaut à plus de huit années de leurs revenus.

Cette épargne est investie aux deux tiers dans des actifs dits "*non financiers*", essentiellement la pierre. Le solde est l'épargne dite "*financière*": livrets, plans d'épargne en tous genres, dépôts, portefeuilles d'actions ou obligations, ou encore contrats d'assurance-vie.

C'est dans ce bas de laine que le gouvernement a voulu puiser pour financer la protection sociale, en relevant de 11 à 15,5% les prélèvements sociaux sur certains produits parmi les plus courants, comme les plans d'épargne en actions (PEA), les plans d'épargne-logement (PEL) ou l'épargne salariale. Avant de faire machine arrière ce week-end, face au tollé suscité par ce projet jusque dans les rangs de la majorité.

Au plan strictement financier, la mesure ne pèse pas si lourd: 200 millions d'euros de recettes perdues, une goutte d'eau par rapport au budget de l'Etat ou de la Sécurité sociale.

Mais quand il s'agit de l'épargne des Français, la calculatrice ne suffit pas à tout expliquer: "*L'épargne, en France, est avant tout culturelle*", explique à l'AFP l'économiste Pascale Hébel, du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc).

"*Il y a une inquiétude française, un tempérament moins confiant que celui des Anglo-saxons*", et aussi le fait que les Français "*font des enfants, plus que dans d'autres pays développés*", dont ils veulent assurer l'avenir, explique la chercheuse.

"*L'impression d'une mesure confiscatoire*"

Le taux d'épargne apparaît de ce fait "*relativement stable*" face aux aléas de la conjoncture, note aussi Jacques Le Cacheux, de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

"*Toucher à ce qui a été mis de côté pour les coups durs ou pour les enfants, souvent au prix de sacrifices, c'est donner aux Français l'impression qu'ils perdent de l'argent*", analyse Mme Hébel.

Pour M. Le Cacheux, la réforme de la fiscalité de l'épargne projetée par le gouvernement "*a produit l'impression d'une mesure confiscatoire*".

Quant à faire appel à la bonne volonté des épargnants pour financer davantage l'économie réelle, quitte à prendre plus de risques avec leurs deniers, ou la sécurité sociale, c'est difficile, juge Mme Hébel: "*Chacun épargne pour soi et se dit que l'Etat providence va pourvoir au reste*".

Jacques Le Cacheux souligne lui que les Français se portent spontanément vers des placements "*sûrs et également liquides*", dans lesquels ils peuvent puiser facilement en cas de coup dur, quitte à se contenter d'une rentabilité faible. Exemple type: le Livret A.

Mettre davantage à contribution leur épargne, non pour abonder le budget mais pour procurer de l'argent frais aux entreprises, reste toutefois une intention affichée de l'actuel gouvernement.

Bercy entend pour cela piloter l'assurance-vie, placement fétiche des Français, lourd de plus de 1.400 milliards d'euros. (Un jour viendra où l'Etat déclarera que les entreprises étant en faillite, l'argent de l'assurance-vie qu'il a investi dedans a disparu, n'existe plus, l'Etat étant dans la même situation, les épargnants ne reverront jamais leur argent. - ndlr)

Le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a confirmé ce week-end la création de ce qu'il a appelé un "*troisième pilier*" de l'assurance-vie, un type de contrat davantage orienté vers les actions, qui doit être présenté en novembre. Cet instrument était déjà imaginé dans un rapport sur l'épargne financière rendu en avril par deux députés socialistes. (A fuir absolument ! Ils sont bien ces députés socialistes, en cas d'effondrement à venir et programmé de la Bourse, ces épargnants seraient tout simplement ruinés. C'est déjà arrivé à des dizaines de millions d'Américains dont les fonds de retraite et autres placements étaient en actions. Une gigantesque escroquerie, à l'image du capitalisme - ndlr)

Dans le même ordre d'idée, le gouvernement a imaginé un PEA dédié aux PME et entreprises de taille intermédiaire, présenté en août dernier.



## Un article AFP du 28 octobre 2013

### Transactions financières: Noyer éreinte la future taxe boursière européenne. (30.10)

Le gouverneur de la Banque de France Christian Noyer a éreinté lundi le projet européen de taxation des transactions financières, se plaçant sur la même ligne que le gouvernement français, soucieux de préserver les intérêts de la place financière nationale.

Dans des termes d'une virulence rare pour un banquier central, M. Noyer a affirmé au Financial Times que la future taxe sur les transactions financière, telle qu'elle a été conçue par Bruxelles, posait "*un énorme risque*" pour les pays qui l'appliqueraient et devait être réécrite.

*"Le projet de la Commission n'est pas viable et doit être entièrement revu"*, souligne M. Noyer dans cet entretien.

*"Je ne pense pas que cela ait été à un quelconque moment l'intention du gouvernement français de faire quelque chose qui déclencherait la destruction de pans entier de l'industrie financière française, provoquerait une délocalisation massive d'emplois et porterait atteinte globalement à la reprise"*, fait valoir M. Noyer, interrogé par le journal britannique.

Onze pays emmenés à l'origine par la France et l'Allemagne se sont dit d'accord pour taxer les transactions financières selon le modèle développé par l'économiste américain James Tobin.

La Commission européenne leur a présenté en février un projet de taxe très large, pouvant rapporter jusqu'à 35 milliards d'euros par an, et couvrant un très grand nombre de produits.

Mais le gouvernement français estime que ce projet va trop loin car il menace certaines spécialités financières françaises, comme les fonds monétaires.

Paris Europlace, association qui défend les intérêts de la place parisienne, estime qu'en détournant les transactions par exemple vers la Grande-Bretagne, qui ne fait pas partie des pays volontaires, la taxe imaginée par la Commission pourrait coûter 30.000 emplois rien qu'en France.

Le ministre de l'Economie et des Finances Pierre Moscovici n'a de cesse de réclamer publiquement une mesure européenne "*ambitieuse*" mais, au sein de son administration, la taxe a de nombreux détracteurs, qui jugent qu'elle devrait rester "*symbolique*".

Au niveau national d'ailleurs le gouvernement français s'applique à contenir les effets de la "*taxe Tobin*" à la française, déjà en vigueur.

La semaine dernière, les députés ont ainsi renoncé à une initiative visant à durcir cette taxe française, qui rapporte beaucoup moins que prévu (600 millions d'euros par an au lieu des 1,6 milliard d'euros escomptés). Au grand dam des associations, car l'instrument, censé avoir des vertus anti-spéculatives, doit aussi financer l'aide au développement et la lutte contre le réchauffement climatique.

Un manque d'enthousiasme généralisé

La France n'est pas seule à s'inquiéter des conséquences d'une taxe européenne vigoureuse sur les transactions boursières. C'est aussi le cas de l'Allemagne, pays qui s'est beaucoup fait prier avant de rallier l'idée d'une taxe appliquée seulement à un groupe restreint de pays.

L'opérateur de la Bourse de Francfort, Deutsche Börse, n'a de cesse de pourfendre tout "*cavalier seul*" en matière de taxe. Il met aussi en garde contre toute taxation des produits dérivés, susceptible selon lui de "*compromettre la couverture des risques de l'économie réelle*".

A la Bundesbank, même si le ton est plus mesuré qu'à la Banque de France, la critique est aussi là. Joachim Nagel, membre du directoire de l'influente banque centrale allemande, met en garde contre d'éventuelles

"*conséquences négatives*": une taxation des transactions, si elle rendait le marché inter-bancaire moins attractif, pourrait aggraver la dépendance de certaines banques aux mesures d'aides exceptionnelles de la Banque centrale européenne, fait-il valoir.

Les sociaux-démocrates allemands, qui négocient actuellement leur entrée au gouvernement d'Angela Merkel, sont favorables en principe à une "*taxe Tobin*". Mais jusqu'ici ils n'en font pas une revendication de premier plan, et semblent concentrer leur stratégie face à la chancelière conservatrice sur l'introduction d'un salaire minimum généralisé en Allemagne.

Face à ce manque d'enthousiasme généralisé, l'économiste Megan Greene (Maverick Intelligence) s'amusait récemment sur Twitter d'une "*FTT - Financial Transaction Tax*" qui s'apparente de plus en plus à une "*FTT - Fairy Tale Tax*", une taxe de conte de fées.

Commentaire.

Tout est dit à la toute dernière ligne : pure intox ou un "*conte de fée* !

Christian Noyer se fait le porte-parole de l'oligarchie financière qui par principe refuse qu'on lui impose une taxe qu'elle n'a pas elle-même décidé compte tenu qu'elle est toute puissance, personne dans le monde n'a à lui dicter son attitude, enfin.

Et si certains gouvernements insistaient malgré tout, il se fait menaçant, autrement dit les représailles ne traîneraient pas et ces gouvernements seraient déstabilisés par les marchés financiers, voire renversés. Avec Hollande, aucune crainte que cela arrive un jour.